



ÉTUDE D'IMPACT

**L'ÉDUCATION POPULAIRE
EN FRANCE**

- Juin 2025 -

HEXOPÉE
Créateurs de citoyenneté



Sommaire

- 1 L'éducation populaire : approche éducative et secteur d'activité
- 2 L'éducation populaire, un acteur économique à part entière
- 3 L'éducation populaire : vecteur de cohésion sociale et d'engagement
- 4 Annexes

Avant-propos

Cette étude s'inscrit dans un champ particulièrement vaste et complexe, celui de l'éducation populaire. En raison de la richesse et de la diversité des approches possibles, le choix a été fait de circonscrire et de catégoriser les analyses menées permettant des comparatifs et des analyses en valeur et volume.

Une approche complexe qui s'étend au-delà des activités

- Afin d'avoir une lecture circonscrite et concrète de l'éducation populaire (EP), la présente étude se base sur un périmètre d'activités déterminées, des branches professionnelles spécifiques et des publics précis. Cette entrée, bien que partielle, permet de structurer une vision de l'éducation populaire à travers ce qu'elle produit / propose à ses bénéficiaires.
- Cependant, réduire l'éducation populaire à ces seules activités reviendrait à ignorer la complexité de ce concept. L'éducation populaire est, en effet, avant tout une approche pédagogique qui s'incarne à travers des valeurs, des méthodes et un rapport spécifique au savoir, à l'émancipation et à la participation.
- Elle s'incarne aussi à travers des acteurs associatifs historiques qui en portent les principes, sans pour autant qu'elle se limite à une liste établie : beaucoup d'acteurs font de l'éducation populaire sans le revendiquer, voire sans le savoir.
- Dans un objectif de mesure et d'analyse d'impact, cette étude catégorise donc certaines activités relevant de l'éducation populaire afin d'en rendre visibles ses effets. Le travail de catégorisation implique un choix qui peut laisser certaines dimensions de côté. Les impacts identifiés dans la présente étude seraient potentiellement plus nombreux.

Sources des données utilisées dans le cadre de la présente étude*

- ANCT
- CNAF/CAF
- CESE
- CNAJEP
- DARES
- Data.gouv.fr
- DGCL
- DJEPVA
- DGFIP
- DG Trésor
- DGESCO
- Familles rurales
- INJEP
- INSEE
- OCDE
- OFGL
- ONISEP
- OVLEJ
- UCN
- Uniformalion
- URSSAF

Dans cette étude, les dimensions économiques, sociales et politiques sont évaluées pour mesurer les effets de l'éducation populaire

Dimensions

Questions clés (non-exhaustives) ayant structurées l'étude d'impact ainsi que l'ensemble des entretiens menés au cours des travaux

ÉCONOMIQUE

- Quel est le poids économique des activités d'éducation populaire ? Au niveau national ? Dans les territoires ?
- Quel est le niveau d'emploi généré par ces activités ? En CDI ? En CDD ? A temps complet ? A temps partiel ?
- Quel part de l'emploi cela représente-t-il dans les territoires ? Au niveau national ?
- Quels sont les territoires où l'éducation populaire est fortement présente (QPV, ruralité, DOM-TOM...) ?
- Quels acteurs sont concurrents des activités d'éducation populaire ? Quelle surface économique représentent-ils ? Sur quels secteurs sont-ils les plus présents ?

SOCIALE

- Quelle est la nature des emplois générés dans l'éducation populaire ?
- Quel est le poids du bénévolat et sa nature ?
- Quels sont les profils des travailleurs de l'éducation populaire (âge, niveau de diplôme...) ?
- Quelles trajectoires professionnelles sont possibles au sein de l'éducation populaire ?
- Quel impact ces activités peuvent-elles avoir sur le développement de la citoyenneté ?
- Comment ces activités participent-elles à réduire les inégalités ? Pour les salariés ? Pour les participants ?

POLITIQUE

- Les activités d'éducation populaire sont-elles un monopole du non lucratif ? Quelles spécificités du secteur non-lucratif dans ces activités ?
- Les activités d'éducation populaire ont-elles un impact sur la vie démocratique et citoyenne ? Sur l'engagement des citoyens ? Sur le renforcement de valeurs spécifiques (solidarité, ouverture d'esprit...) ?
- L'éducation populaire participe-t-elle à faire émerger des sujets d'engagement clés (environnement, solidarité internationale, éducation à la paix, accès à la culture...) ? Et de quelle manière ?

La méthodologie de cette étude se base sur une collecte et analyse large de données quantitatives et qualitatives

L'ensemble des données collectées a permis d'établir des liens voire des corrélations entre les parcours dans l'éducation populaire et des effets économiques, sociaux ou politiques perceptibles. Ces analyses ont eu pour but de déterminer et d'identifier les effets réels de l'éducation populaire sur l'économie, la société et les individus.

Des analyses quantitatives poussées et une modélisation d'impact...

- De nombreuses **bases de données publiques** ont été utilisées dans le cadre de cette étude afin de pouvoir étudier et extraire les indicateurs économiques, sociaux et politiques pertinents pour analyser l'éducation populaire et son action. Ces données ont permis de conduire des **analyses d'impact**, en particulier dans les domaines de la cohésion sociale, de l'économie, de l'engagement, de la vitalité démocratique, etc.
- Des bases de données publiques ont principalement été utilisées : **DARES, INSEE, ANCT, Data.gouv, URSSAF, etc.**
- En parallèle, un **sondage** a été conduit par Verian auprès de 4001 répondants. Ce sondage a permis de **capter des données complémentaires et permettant d'analyser plus en détail des variables clés de l'analyse d'impact de l'éducation populaire** : parcours professionnel, mobilité professionnelle, structuration familiale, typologies d'engagement, activités culturelles et sportives... L'objectif de cette analyse était de confirmer / infirmer les impacts présumés de l'EP* dans la population.

... complétées par des analyses qualitatives reposant sur des interviews et des comparatifs

- Afin d'affiner l'analyse des données, la confirmer par les dires d'experts et obtenir des exemples concrets des impacts de l'éducation populaire, une **approche qualitative a été mise en œuvre**.
- Cette approche s'est fondée à la fois sur la réalisation d'un **état de l'art de la littérature scientifique et des études préexistantes** sur les effets de l'éducation populaire.
- En sus, des **interviews** ont été conduites auprès d'une quinzaine d'organismes de l'éducation populaire, d'administrations publiques et de collectivités, permettant à la fois de **structurer / compléter les premières hypothèses**, de capter des exemples illustratifs, et d'enrichir les analyses de données brutes.
- Organismes interrogés : *UFOLEP, UNHAJ, Familles Rurales, INJEP, FCSF, Léo Lagrange, IFAC, Scouts et Guides de France, CESE, Ligue de l'Enseignement, FONJEP, FG PEP, CNAF, une intercommunalité rurale et une collectivité d'Outre-Mer.*

1

L'éducation populaire : approche éducative et secteurs d'activités

1

L'éducation populaire, un concept encore flou pouvant être défini autour de quatre dimensions fondamentales

- L'éducation populaire vise à rendre la culture et la connaissance accessibles à tous, en dehors des cadres traditionnels de l'enseignement formel. Elle repose sur l'idée que l'apprentissage doit être continu, démocratique et ouvert à tous les individus, indépendamment de leur âge, de leur origine sociale ou de leur niveau éducatif initial.
- Plus encore, elle se fonde sur la conviction que cet apprentissage, lorsqu'il est partagé et mené collectivement, devient un levier pour comprendre le monde, s'émanciper et œuvrer ensemble à la transformation sociale.

Accessibilité

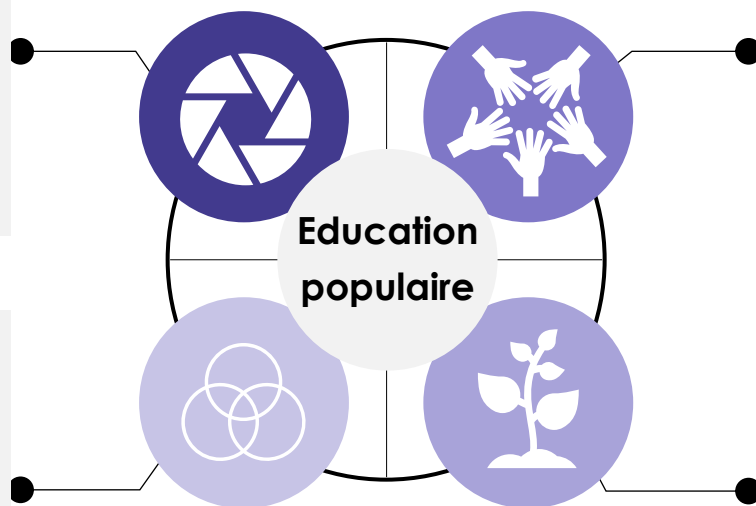
L'éducation populaire cherche à éliminer les barrières économiques, sociales et culturelles qui peuvent empêcher certaines personnes d'accéder à l'éducation.

Elle vise à offrir des opportunités d'apprentissage à tous.

Adaptabilité des approches

L'éducation populaire, par ses méthodes, place les personnes au cœur de leurs apprentissages.

Elle s'attèle à développer un savoir en partant des situations, des expériences, des questionnements et des connaissances de chacune et chacun.



Participation active

Contrairement à l'enseignement traditionnel, qui peut être plus passif, l'éducation populaire encourage la participation active des apprenants permettant de développer leur esprit critique et leur autonomie.

Elle valorise l'échange de savoirs et d'expériences.

Emancipation

L'objectif est de permettre aux individus de devenir des citoyens informés, critiques et actifs, capables de participer pleinement à la société et de contribuer à son amélioration et à sa transformation.

Elle promeut l'idée que l'apprentissage doit être continu, tout au long de la vie.

1

L'éducation populaire s'affirme comme un projet politique à part entière



Un projet d'égalité

L'éducation populaire contribue à la création et au **maintien d'un capital humain**, indispensable au bon développement d'une **économie solidaire et durable**.

De nombreuses actions, notamment de formation et d'insertion, participent à la **réduction des inégalités et à la création d'emplois**.



Un projet citoyen

Elle offre un cadre dans lequel les individus peuvent contribuer et **s'engager dans la vie citoyenne et publique**, développer leur esprit critique, développer des **valeurs citoyennes** et prendre conscience de leurs droits et devoirs.

Elle leur permet aussi d'être sensibilisés aux **enjeux politiques** et au cadre démocratique et républicain.



Un projet solidaire

L'éducation populaire encourage **l'inclusion**, quel que soit le milieu et l'origine sociale, et de ce fait, favorise la **cohésion sociale**.

Elle permet aux citoyens d'accéder à une meilleure **compréhension des communautés**, en promouvant des valeurs telles que la **solidarité, le respect et la tolérance**.

1

L'éducation populaire est un secteur à part dans le monde économique, reposant sur trois spécificités

L'éducation populaire est portée par le monde associatif...

Les associations sont au cœur du mouvement de l'éducation populaire. Elles prennent l'initiative et organisent des activités visant à favoriser l'émancipation individuelle et collective, **principalement auprès des enfants et des jeunes**, mais aussi tout au long de la vie (activités culturelles, universités, etc.).

On y retrouve de façon non exhaustive:

- Fédérations d'éducation populaire
- Structures d'accueil péri et extrascolaires
- Associations culturelles
- Classes de découvertes
- Associations sportives
- Mouvements de jeunesse
- Centres sociaux
- Associations familiales rurales
- Structures d'hébergement temporaire et d'insertion sociale et professionnelle
- Etc.

... sur le fondement d'un modèle économique non lucratif...

Les associations d'éducation populaire forment un secteur qui est pensé comme étant **complémentaire et en prolongation (car tout au long de la vie) de l'éducation traditionnelle**, dans une forme de continuité voire de renforcement de l'action publique avec une visée d'intérêt général. Les entretiens menés dans cette étude viennent confirmer cette dimension clé.

Elles ont par ailleurs un **modèle économique** qui leur est propre (non-lucratif) et qui s'appuie en outre sur la mobilisation de **bénévoles**. Ce modèle économique participe à **favoriser l'accueil de tous** sans discrimination économique et répond ainsi intrinsèquement à l'objet social de l'éducation populaire.

...et avec un ancrage historique et fort dans les territoires.

Au regard de leurs activités et ADN en lien avec l'économie sociale et solidaire, les structures d'éducation populaire ont un **ancrage naturel** dans les territoires **en proximité des bénéficiaires** de leurs actions.

Elles entretiennent, en outre, des **liens historiques avec les collectivités territoriales et, plus globalement, les pouvoirs publics**. Ils partagent, en effet, des objectifs communs de cohésion sociale, d'inclusion et de développement culturel, sportif, éducatif...

Ces partenariats sont clés pour **développer des activités en complémentarité** de la puissance publique.

1

Les activités menées dans le cadre de l'éducation populaire sont diverses et dépassent la simple transmission de savoirs

- La spécificité des organisations de l'éducation populaire réside en leur faculté à promouvoir des activités à visées éducatives et développant des formats d'activités variés.
- Chacune des activités développées participent à cette dimension éducative permettant aux jeunes et aux moins jeunes de s'émanciper, d'apprendre à vivre en collectivité, de développer leur esprit critique...

ANIMATION

- **Animation périscolaire et extrascolaire** : ateliers d'éducation civique, soutien scolaire, ateliers manuels, des temps sportifs, accueil des jeunes...
- **Colonies de vacances** : apprentissage de la vie en collectivité, ateliers manuels, courses d'orientation...

SPORT

- **Education sportive** : cours de natation, de football, de basket-ball, tournois sportifs, séances de sport de masse (collectif)...
- **Gestion d'équipements** : gestion des salles de sport, de terrains de football, de gymnases
- **Animation sportive** : cours de yoga, de danse, de gymnastique, journées de randonnée...

EDUCATION ET FORMATION

- **Activités d'éveil** : éveil culturel, musical, crèches associatives
- **Education culturelle** : visites de musées, d'expositions, de monuments historiques, concerts, festivals musicaux, spectacles vivants ...
- **Education artistiques et créative** : atelier de musique, de peinture, photo, couture, poterie, cours de danse, théâtre...
- **Formation professionnelle / alternance** : en animation, en éducation à l'environnement, en gestion de projet...
- **Education pour les jeunes** : éducation aux médias, séances de prévention routière, soutien scolaire pour les jeunes, formation de délégués d'élèves, conseils de jeunes ...
- **Actions d'aide à la recherche d'emploi** : atelier rédaction de CV, préparation d'entretiens, chantiers d'insertion, accompagnement résidents FJT...

ENGAGEMENT ET SOLIDARITE

- **Actions de solidarité** : hébergements temporaires, assistance alimentaire, d'intégration pour sans-abris, pour migrants, volontariat de solidarité (dont internationale)
- **Actions d'accompagnement social** : services d'aide à la parentalité, au logement, actions de soutien psychologique, consultations médico-sociales
- **Actions d'inclusion sociale** : aide pour jeunes en rupture sociale / personnes âgées isolées / situation de handicap, mobilité Erasmus, lutte contre les discriminations, prévention des risques, projets en centres sociaux
- **Accompagnement associatif** : junior associations, services civiques ...

ENVIRONNEMENT ET PATRIMOINE

- **Protection de l'environnement** : protection des oiseaux, des aires naturelles, ateliers d'écocitoyenneté, sensibilisation au tri, excursions
- **Protection du patrimoine** : chantiers rénovation patrimoine, archéologie



ZOOM sur les branches professionnelles

Ces activités relèvent d'un certain nombre de branches professionnelles (ECLAT, ALISFA, HLA, SPORT et FAMILLES RURALES) aux caractéristiques différentes.

Il est à noter que la branche du Tourisme Social et Familial (principalement villages vacances), bien qu'ayant des activités différentes, peut se rapprocher du monde de l'éducation populaire au regard à la fois des projets politiques portés historiquement et des organisations associatives agissant parfois dans les deux champs.

1

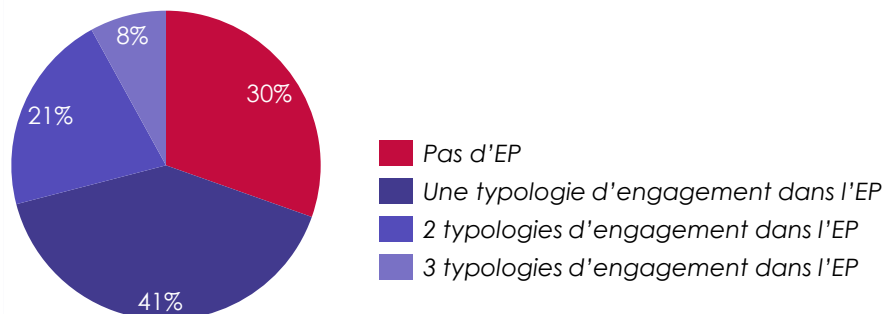
70% des Français ont été au contact des activités d'éducation populaire au cours de leur vie

Un panel de répondants permettant une analyse robuste

Le sondage réalisé dans le cadre de cette étude a permis de recueillir les réponses de 4001 répondants. Ce panel est représentatif de la population majeure (18 ans et plus) française (hors DOM-TOM).

70% des répondants ont déjà été au contact de l'éducation populaire au cours de leur vie en tant que bénéficiaire, bénévole ou salarié.

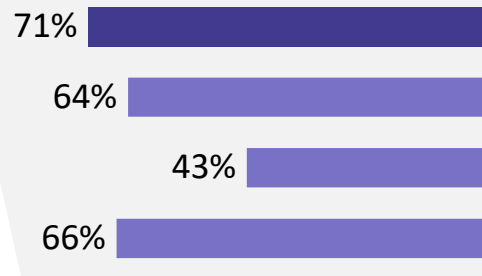
Ils sont 29% à cumuler plusieurs typologies d'engagement (être bénéficiaire et bénévole ou bénévole et salarié, etc.)



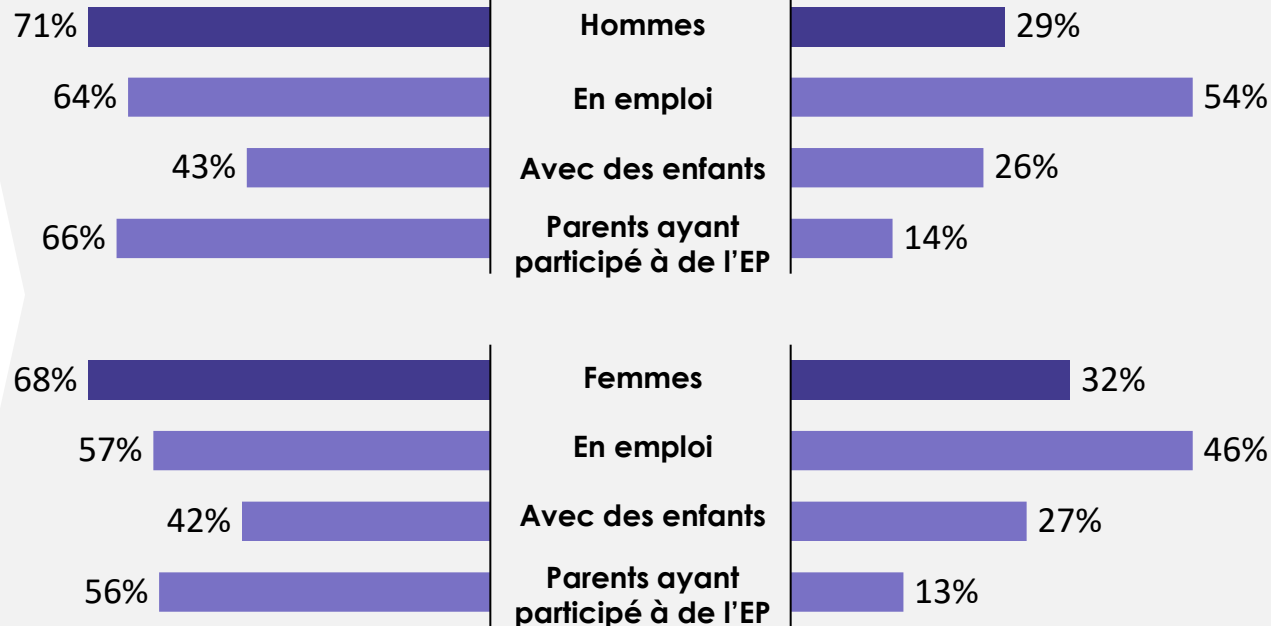
Les résultats détaillés de l'étude démontrent l'impact positif de l'éducation populaire sur les différents pans de la société en comparant les deux populations, ce qui vient confirmer les positions recueillies au cours des entretiens.

Des caractéristiques du panel de répondants analysées à la loupe pour identifier les impacts clés de l'éducation populaire

Echantillon concerné par l'EP*



Echantillon non concerné par l'EP



Lecture : 71% des hommes de l'échantillon ont été concernés par l'EP. Parmi ces 71%, 64% sont en emploi.

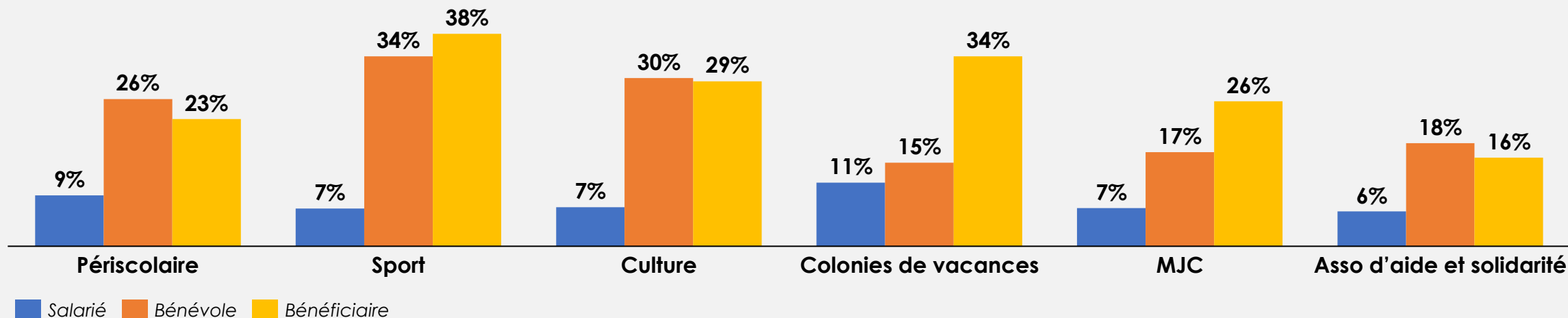
1

Un recours fort à l'éducation populaire mais des activités inégalement investies par les participants

Typologies d'engagement selon l'activité

- **Le sport et la culture** ressortent nettement comme les **domaines les plus attractifs**, concentrant respectivement plus de 1 900 et 1 600 répondants engagés (bénéficiaires et bénévoles confondus). Les **MJC et les associations d'aide et de solidarité** apparaissent **en retrait**, avec des niveaux de liens sensiblement plus faibles.
- Concernant les modalités de contact avec l'éducation populaire, les résultats démontrent que **la participation sous statut salarié reste marginale**, tous secteurs confondus.
- Par ailleurs, parmi les répondants ayant été en contact avec l'éducation populaire, **58% ont eu au moins deux typologies d'engagement** (bénéficiaire, bénévole ou salarié) et **82% l'ont été sur au moins deux types d'activités** (périscolaire, sport, culture, colonies de vacances...)

Nombre de répondants ayant indiqué être en contact avec une activité d'éducation populaire



*Les répondants pouvant répondre positivement à salarié, bénévole et bénéficiaire pour une même activité, le total pour chaque activité peut dépasser le nombre de répondants ayant été en contact avec l'éducation populaire (2784 soit 70% du total des répondants 4001)

1

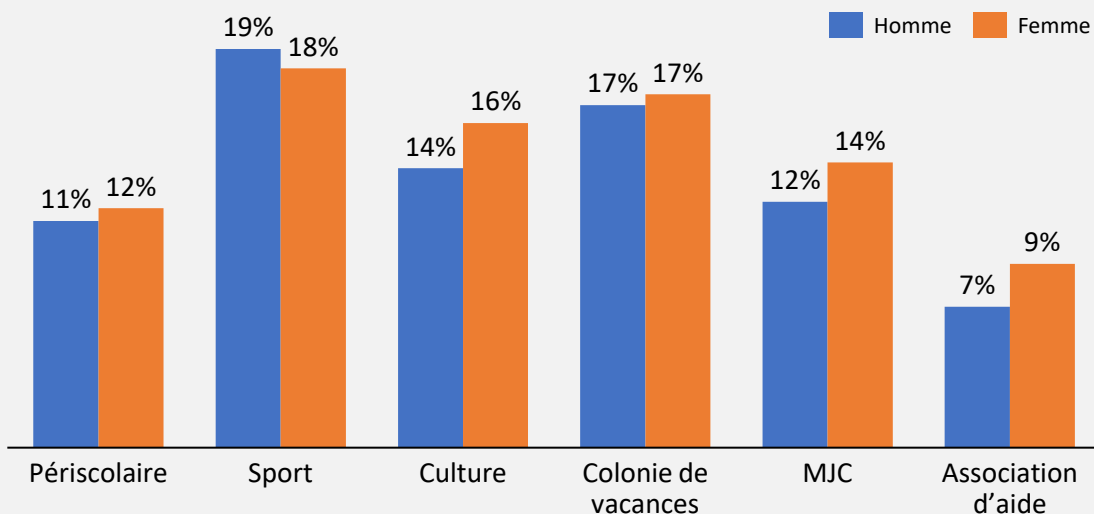
La participation aux activités d'éducation populaire s'effectue selon des modalités différentes en fonction du sexe

Répartition au sein des différentes activités de l'EP

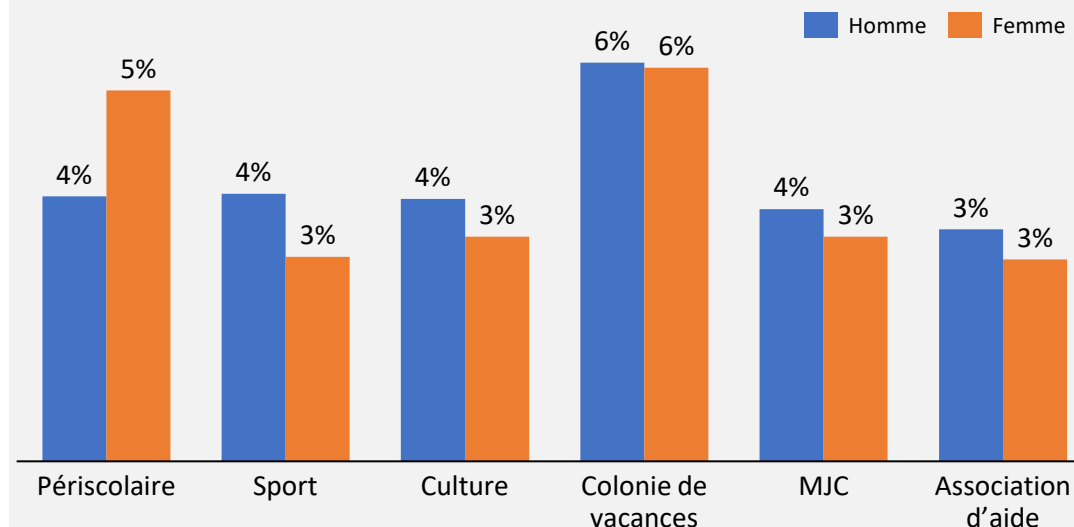
Parmi les répondants ayant été au contact de l'éducation populaire, la **répartition femmes-hommes est globalement équilibrée** : 51% de femmes et 49% d'hommes. Toutefois, cette parité globale masque des **disparités selon les types d'activités** :

- **Chez les bénéficiaires**, les femmes sont légèrement plus représentées dans les domaines de la culture, des maisons de jeunesse et des associations d'aide (accompagnement vers l'emploi, soutien aux publics précaires, etc.).
- **Du côté des salariés**, les femmes sont nettement majoritaires dans le périscolaire : 5 % des personnes ayant participé à l'éducation populaire dans ce secteur sont des femmes, contre 3,8 % d'hommes. En revanche, dans les autres secteurs, les hommes sont proportionnellement plus présents. Enfin, les colonies de vacances constituent une activité particulière, avec une sur-représentation des deux sexes parmi les salariés : environ 5,6 % des personnes ayant eu une expérience d'éducation populaire y ont exercé une activité salariée, tant chez les femmes que chez les hommes.

Répartition homme/femme parmi les bénéficiaires de l'éducation populaire



Répartition homme/femme parmi les salariés de l'éducation populaire



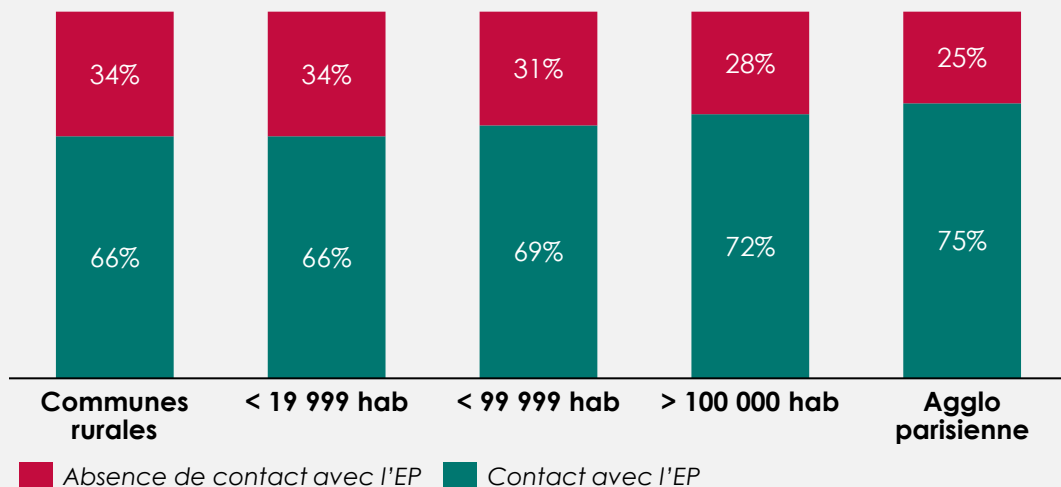
1

Si les personnes en zones rurales ont moins accès à l'EP*, les activités dont elles bénéficient sont en revanche les mêmes

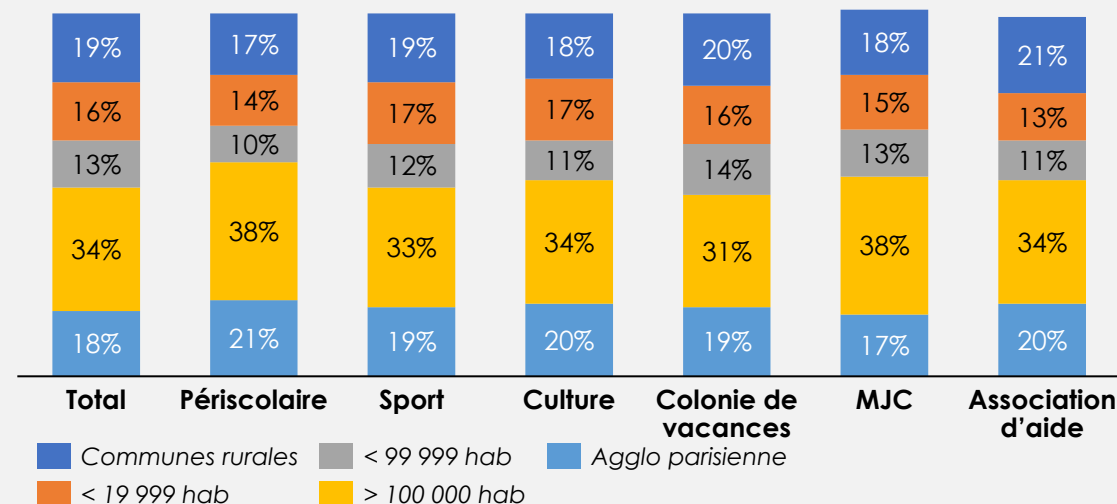
Éducation populaire et ruralité

- L'analyse des résultats révèle que les **répondants des petites communes sont significativement moins en contact avec l'éducation populaire** que les répondants des grandes communes, en particulier l'agglomération parisienne.
- Les communes de taille moyenne n'affichent pas de différences significatives.
- Ces résultats suggèrent que **la taille de la commune joue un rôle dans l'exposition à l'éducation populaire** : les grandes agglomérations offrent davantage d'opportunités de contact, tandis que les petites communes semblent moins bien couvertes par les dispositifs d'éducation populaire.
- En revanche, **les activités pratiquées par les bénéficiaires sont les mêmes et ce quel que soit la taille de la commune.**

Répartition des personnes avec ou sans contact de l'EP selon la taille de la commune (tous types de contacts confondus)



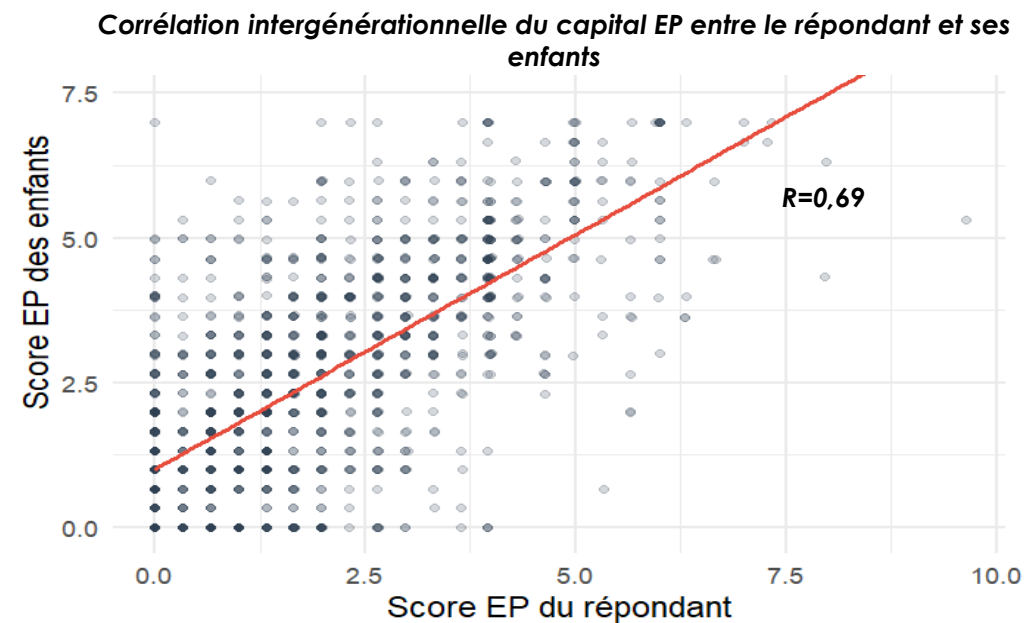
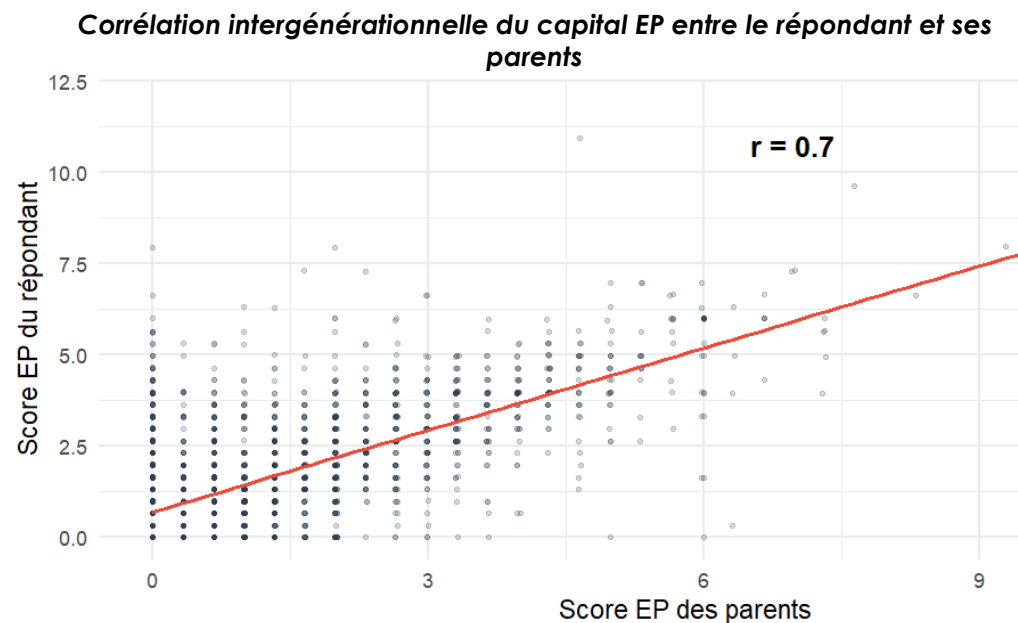
Répartition des bénéficiaires selon l'activité par taille de commune



1

L'éducation populaire est une démarche qui se transmet de génération en génération

Une transmission intergénérationnelle qui s'inscrit dans la durée



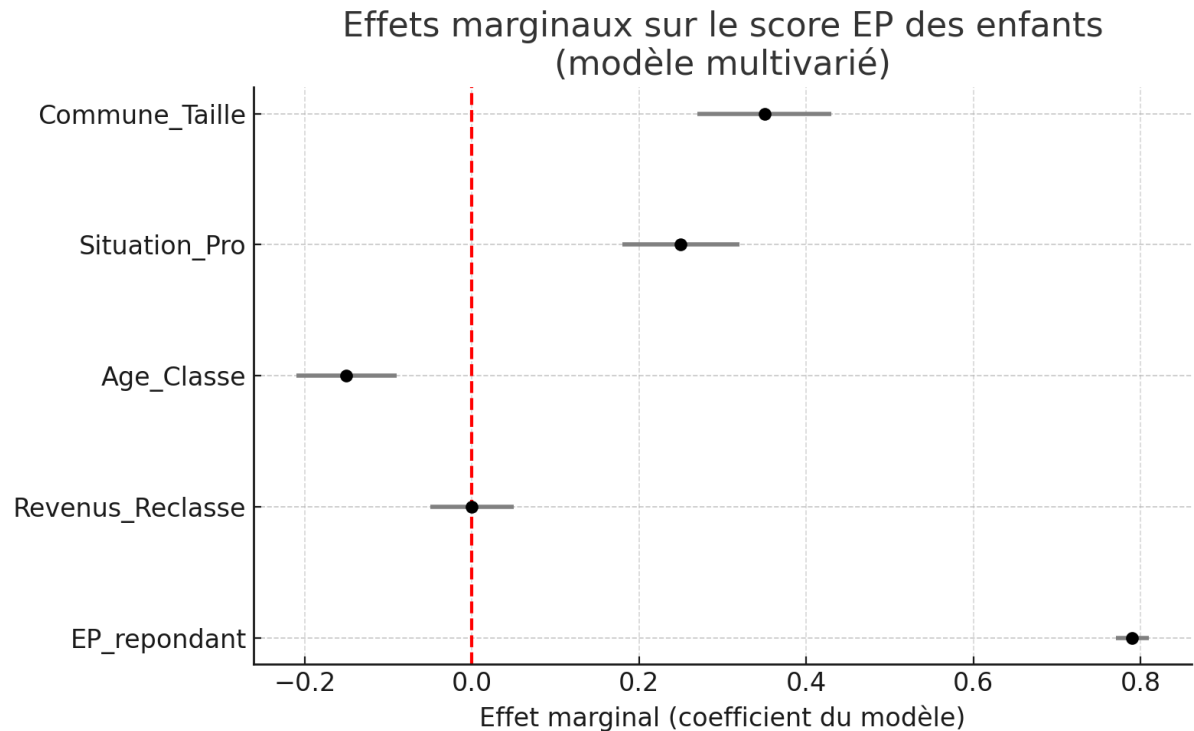
Les résultats de l'étude mettent en évidence une double transmission descendante intergénérationnelle forte du capital d'éducation populaire. Dans les deux cas, les corrélations observées sont élevées ($r \approx 0,70$) et hautement significatives, ce qui suggère que l'éducation populaire fonctionne comme un capital culturel et social transmissible d'une génération à l'autre, au même titre que des pratiques éducatives, des valeurs, ou des formes d'engagement.

Cette stabilité intergénérationnelle du capital d'éducation populaire souligne que l'engagement éducatif ne se limite pas à une expérience individuelle ou conjoncturelle. Il s'inscrit au contraire dans des dynamiques familiales durables, où les pratiques de participation et d'implication dans l'éducation populaire sont reproduites, valorisées et transmises.

1

Cette transmission s'effectue quel que soit les facteurs sociaux associés

L'impact socio-démographique est minime quand il s'agit de prédire le score EP* d'un descendant



- Le modèle de régression linéaire multivariée montre que le capital d'éducation populaire du répondant reste le facteur prédictif principal de la variable « éducation populaire » de ses enfants ($\beta = 0,79$; $p < 0,001$), même à contexte sociodémographique équivalent.
- Ni le revenu, ni l'âge, ni la situation professionnelle ne suffisent à expliquer cette transmission.
- Par ailleurs, les enfants vivant en zones urbaines ou dans des foyers d'adultes actifs présentent des scores de la variable « éducation populaire » significativement plus élevés, ce qui suggère une inégalité territoriale et sociale d'accès aux dispositifs d'éducation populaire.

Aide à la lecture :

L'effet EP_répondant (transmission) est de loin le plus fort et le plus significatif ($\approx +0,79$).

Les autres variables (revenus, âge, situation pro, taille de commune) ont des effets plus faibles, certains seulement marginalement significatifs.

La ligne rouge verticale à 0 permet de visualiser les effets étant nuls ou proches de zéro. Au plus l'effet marginal s'éloigne de 0, au plus l'impact est fort.

Ces résultats montrent que l'éducation populaire est une approche et une pratique qui se transmet entre les générations. Ceux qui en ont bénéficié et en connaissent l'impact souhaitent poursuivre cette transmission, et ce, peu importe leur lieu de vie ou leurs revenus. Cela a également été exprimé par les acteurs rencontrés au cours des entretiens menés tout au long de cette étude. Toutefois, cette transmission intergénérationnelle peut être altérée par des difficultés d'accès à des dispositifs d'éducation populaire dans les territoires, en particulier les territoires ruraux.

2

L'éducation populaire, un acteur économique à part entière

2

L'éducation populaire se distingue par son modèle économique et juridique ancré dans l'économie sociale et solidaire

- Le secteur de l'éducation populaire se caractérise par le choix d'agir dans le cadre associatif en s'inscrivant dans le champ du non-lucratif, tout en revendiquant une gouvernance démocratique et des actions tournées vers l'intérêt général.
- Cet ancrage de l'éducation populaire dans le champ associatif en fait l'un des secteurs majeurs de l'économie sociale et solidaire. Il implique aussi des spécificités sur le modèle économique des structures et les règles fiscales qui les régissent.

Champ associatif : des spécificités économiques et fiscales

Les **structures de l'éducation populaire, majoritairement associatives, se distinguent par un modèle économique singulier :**

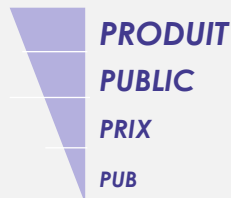
- Les associations peuvent générer des revenus tout en restant exonérées d'impôts, à condition de respecter deux critères fondamentaux :
 - Adopter une **gestion désintéressée** ;
 - Ne **pas exercer d'activité lucrative en concurrence** directe avec celle d'entreprises commerciales du même secteur.
- En cas d'activité lucrative accessoire, une troisième condition s'applique : les recettes issues de cette activité ne doivent pas dépasser un plafond annuel fixé à **76 679 €**.

Une notion d'intérêt général à respecter

L'éducation populaire se distingue aussi par sa finalité d'intérêt général.

- Contrairement aux structures privées lucratives, qui visent la rentabilité et répondent aux besoins individuels, les structures d'éducation populaire se consacrent à des besoins collectifs, comme le bien-être social, l'émancipation citoyenne et l'éducation pour tous, sans objectif de profit.
- Elles mettent en place des actions accessibles à tous, avec des tarifs modulés, des initiatives gratuites dans les quartiers prioritaires ou encore des dispositifs pour les publics éloignés.
- L'État reconnaît leur rôle d'intérêt général notamment par des soutiens financiers et des agréments (subventions, Fonjep, etc.). **Par cette reconnaissance institutionnelle, l'Etat témoigne de l'importance du rôle joué par l'éducation populaire au sein de la société.**

Pour apprécier le caractère lucratif d'une association, la notion des « 4 P » est utilisée



L'analyse de ces quatre critères permet d'évaluer si :

- Le **produit** ou service proposé répond à un besoin non pris en compte par le marché ;
- Ces produits ou services s'adressent à un **public** en situation de fragilité ;
- Le **prix** pratiqué est adapté au public visé, ou inférieur à celui du marché concurrentiel ;
- La **publicité** et la communication reposent principalement sur des actions de mécénat ou de générosité, et non sur des stratégies commerciales classiques.

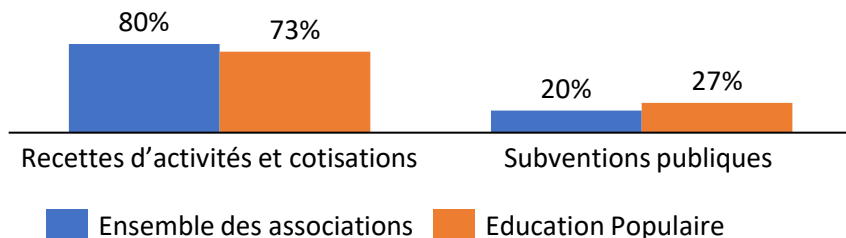
2

L'éducation populaire représente 1% du PIB français, 26 milliards d'euros de budget et 6 millions de bénévoles à la création de richesse incalculée

- L'éducation populaire présente un modèle de financement reposant à la fois sur des financements publics variés (Etat, collectivités territoriales, acteurs de la protection sociale) ainsi que sur des ressources issues de ses activités (adhésions, prestations de service).
- Une partie conséquente des prestations de services sont payées par les acteurs publics, en particulier sous forme de délégations de services publics, pour assurer la gestion d'activités dans les territoires, notamment les services périscolaires.

Un secteur financé majoritairement par le déploiement de ses activités...

- Le **secteur associatif présente le découpage de financement suivant** : 15% environ des ressources proviennent des cotisations et dons, 65% des recettes d'activités (y compris délégation de services publics) et 20% de subventions publiques diverses.
- **La répartition de ces financements est légèrement différente pour l'éducation populaire** : 27% des recettes relèvent de subventions publiques (Etat pour 5%, collectivités territoriales pour 12% et acteurs de la protection sociale pour 10%), et 73% des recettes d'activités ou d'adhésions / dons.
- Nous constatons ainsi une représentation un peu plus conséquente des subventions publiques (27% contre 20%) par rapport autres associations qui s'expliquent :
 - par **l'ancrage historique** des acteurs de l'éducation populaire auprès des pouvoirs publics en particulier des collectivités territoriales
 - par la **complémentarité des activités** portées par le secteur de l'éducation populaire avec les politiques publiques (enfance & jeunesse en particulier)



... et qui représente +1% du PIB français, hors contributions du bénévolat

- L'éducation populaire représente environ **430 000 associations** de natures variées : employeuses et non employeuses; ayant une logique financière (résultat comptable) ou n'en n'ayant pas.
- Considérant l'ensemble de leurs activités, **le budget annuel estimé de l'éducation populaire s'élève à 26 milliards d'euros** (env. le budget du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche par exemple), **soit un budget moyen de 60k€ par association.**
- **L'éducation populaire représente ainsi 23% du budget total du secteur associatif et plus de 1% du PIB français**, démontrant à la fois le poids conséquent de ce secteur dans l'économie française ainsi que la volonté de maintenir des prix accessibles à tous.
- Ce **poids économique et la valeur ajoutée du secteur est néanmoins sous estimé** car il ne prend pas en compte les contributions directes et indirectes des **6 millions de bénévoles** du secteur : gouvernance des associations, appui opérationnel dans les petites structures... qui limitent l'augmentation des charges et participent ainsi à maintenir des activités accessibles.



2

L'éducation populaire est un secteur croissant et résilient représentant plus de 470 000 salariés

L'éducation populaire* représente un poids important dans l'emploi français, comparable à différents secteurs d'activité...

- Fin 2022, le secteur de l'éducation populaire se compose de près de **467 000 salariés**, structuré au travers des branches professionnelles suivantes : Eclat, Sport, Habitat et logements accompagnés (HLA), Acteurs du lien social et familial (ALISFA), et Associations Familles rurales.
- Cela démontre le poids important (2%) de l'éducation populaire dans l'emploi total en France, soit 2x plus que le secteur agricole par exemple.

Plus de 2%
des salariés
du secteur privé

8%
des salariés
du secteur public

2x
le secteur de
l'agriculture

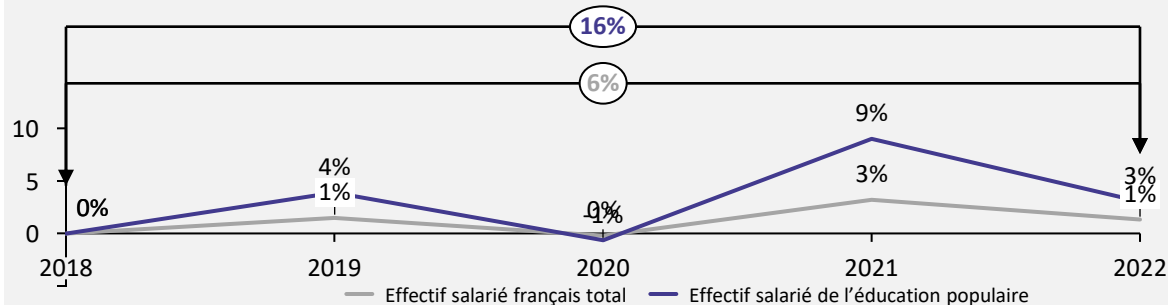
30%
du secteur de la
construction

6x
l'industrie
pharmaceutique

... et présentant une croissance de l'emploi plus forte que la moyenne nationale

- **Entre 2018 et 2022, l'emploi salarié dans l'éducation populaire a progressé de 16%**, soit de 10 points supplémentaires à la croissance de l'emploi salarié total en France (6%).

Evolution annuelle du nombre de salariés français total et d'éducation populaire (en %)



- En 2020, un **recul général de l'emploi** face à la crise sanitaire se fait sentir, en particulier dans l'éducation populaire dont les activités ont été fortement exposées (animation socioculturelle, sport, centres de loisirs, etc.) ; à **l'exception des activités de lien social et d'habitat**, dont la croissance est restée continue (continuité de l'accompagnement social, du soutien à la parentalité et des services de proximité, réponse à la crise du logement et de précarité).
- En **sortie de crise, le secteur connaît un rebond rapide et durable** pouvant s'expliquer par un soutien public important, le besoin accru de lien social et une capacité d'embauche facilitée par la nature flexible de l'emploi. Plus précisément, **le Sport (+22 %) et l'Animation – ECLAT (+12 %) ont bénéficié d'une relance rapide des activités collectives**, le lien social et familial (+15,6 %) et le Logement accompagné (+39 %) ont continué à répondre aux besoins sociaux accentués en période de crise. Seule la branche Familles rurales a connu un léger recul.

2

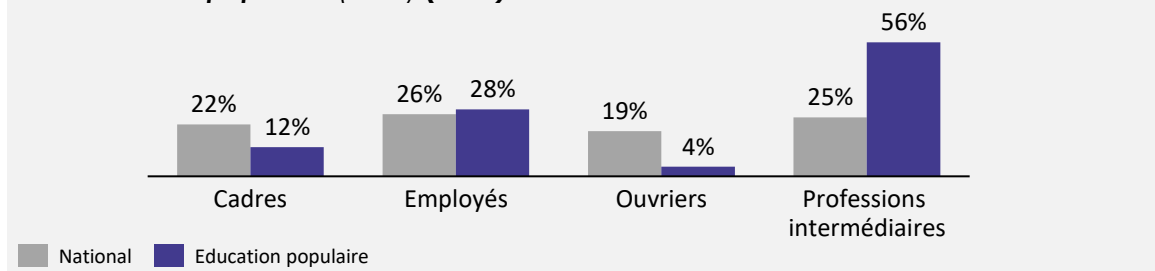
La structure d'emploi de l'éducation populaire est atypique, centrée autour du lien social et fortement féminisée



DES PROFILS PROFESSIONNELS CENTRÉS SUR LE LIEN SOCIAL

- Au sein de chacune des branches étudiées, **l'emploi est majoritairement porté par des professions intermédiaires**, suivi d'une **part importante mais moindre d'employés**. Les professions intermédiaires sont en effet le **signe de rôles d'exécution qualifiée ou d'encadrement de proximité**, propres aux métiers d'animation pédagogique et sportive, d'accompagnement social, de médiation et de soutien à la parentalité par exemples.
- A l'inverse, **les cadres et ouvriers représentent moins d'1/10e de l'emploi par branche, à l'exception d'Eclat**, dont les 20% de cadres peuvent s'expliquer par un spectre d'activités très large, impliquant davantage de complexité et donc de coordination organisationnelle.

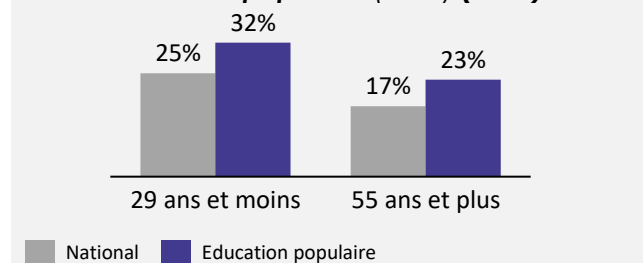
Part de chaque catégorie socio-professionnelle dans les effectifs d'emplois français et de l'éducation populaire (2022) (en %)



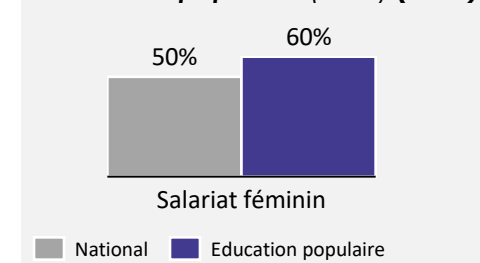
UNE MAIN-D'ŒUVRE INTERGÉNÉRATIONNELLE ET FÉMINISÉE

- L'emploi dans l'éducation populaire présente **un éventail intergénérationnel de salariés**, incluant une surreprésentation des **29 ans et moins** comparée à la moyenne nationale : **en particulier dans les branches Sport, Eclat, Lien social et familial** (postes souvent temporaires et saisonniers, politique active d'insertion ou d'alternance). Ainsi que des **55 ans et plus** : **notamment dans les branches Associations Familles rurales et HLA** (structures plus ancrées localement, postes plus stables et spécialisés, turnover moindre, engagement, etc.).
- On remarque également, **une surreprésentation des salariés femmes, à l'exception de la branche Sport (38%)**, reflet d'une féminisation historique des métiers de l'enfance, de la famille, de l'animation et du lien social.

Répartition en âges des effectifs salariés français et de l'éducation populaire (2022) (en %)



Salariat féminin en France et dans l'éducation populaire (2022) (en %)



2

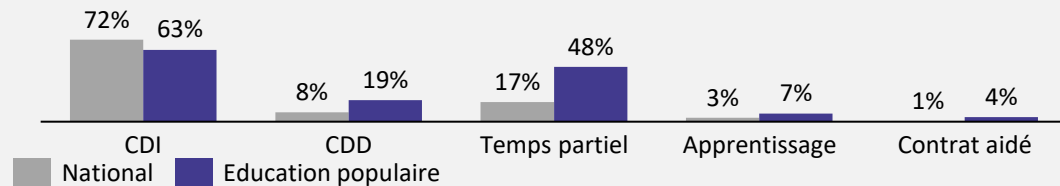
Un secteur marqué par des contrats plus précaires mais à la fois plus inclusifs et plus ancrés dans les territoires



DES CONTRATS PLUS FLEXIBLES ET INCLUSIFS, MAIS PLUS PRÉCAIRES

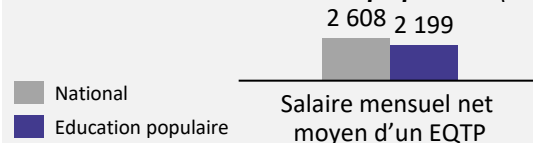
- Bien que **majoritairement représentée par des contrats en CDI**, l'éducation populaire présente des **taux de CDD et de temps partiels plus élevés** que la moyenne nationale, en raison par exemples de la nature des missions pouvant impliquer un besoin de flexibilité, et de la dépendance à une économie parfois saisonnière.
- Également, la **part plus élevée de contrats aidés** rappelle la nature des besoins sociaux et territoriaux nécessitant des actions concrètes indépendamment de la capacité financière des structures.

Part de chaque catégorie de contrat dans les effectifs d'emploi français et de l'éducation populaire (2022) (en %)



- Il découle de ces caractéristiques contractuelles **un salaire moyen moindre de 16% dans l'éducation populaire** comparé au salaire moyen national.

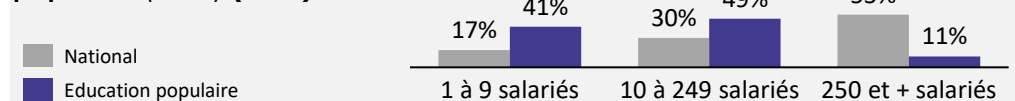
Salaire mensuel net moyen d'un EQTP en France et dans l'éducation populaire (2022)



UN TISSU DE STRUCTURES DE PETITE TAILLE ANCRÉES TERRITORIALEMENT

- **41% des salariés de l'éducation populaire appartiennent à des entreprises de moins de 10 salariés**, et parmi les entreprises de plus de 10 salariés, 35% sont membres d'entreprises de moins de 50 salariés. **Plus de 3/4** des emplois de l'éducation populaire appartiennent donc **à des entreprises de moins de 50 salariés**.
- A échelle de chaque branche, cette tendance est communément constatée, **à l'exception de la branche HLA dont 79% des salariés sont concentrés dans des PME** (plus grandes structures propres à l'hébergement et au logement), **et la branche Eclat** qui, bien que majoritairement représentée par des entreprises de moins de 10 et de 50 salariés, présente **13% de ses emplois dans des entreprises de plus de 500 salariés** (grandes fédérations d'éducation populaire).
- Ce tissu majoritaire de structures de petites tailles témoigne du caractère non-délocalisable des emplois de l'éducation populaire, dont l'appartenance à des structures à taille humaine (souvent associatives et/ou de l'ESS) permet un ancrage local, des services de proximité et une autonomie de gestion adaptés aux besoins de chaque territoire.

Répartition par taille d'entreprise des salariés français et de l'éducation populaire (2022) (en %)



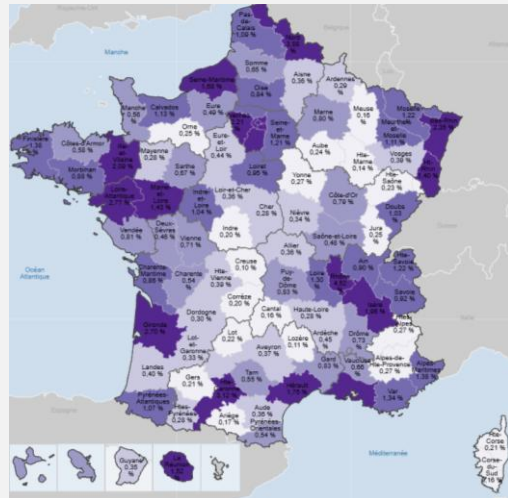
2

L'emploi dans l'éducation populaire est principalement concentré dans les zones où la jeunesse est présente

Les emplois de l'éducation populaire se concentrent dans certains territoires...

- L'analyse de **l'emploi dans l'éducation populaire** montre une concentration des emplois sur des zones territoriales spécifiques.

Part de salariés de l'EP (hors TSF) par département, parmi le nombre de salariés total de l'EP (en %) au 31 décembre 2022

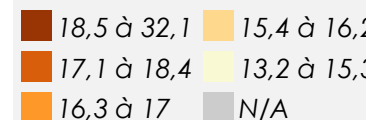
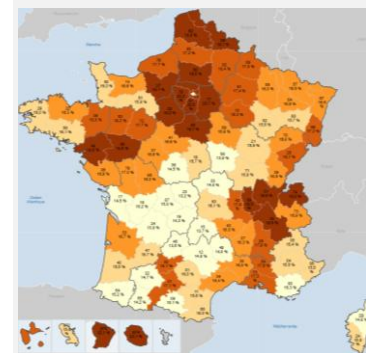


- On constate ainsi que **54% des salariés de l'éducation populaire sont répartis dans 20 départements** (Paris, Rhône, Nord, Bouches-du-Rhône, Haute-Garonne, Loire-Atlantique, Hauts-de-Seine, Gironde, Bas-Rhin, Yvelines, Seine-Saint-Denis, Ile-et-Vilaine, Isère, Val-de-Marne, Hérault, Seine-Maritime, Essonne, La Réunion, Maine-et-Loire, Haut-Rhin).
- Presque 25% des emplois sont rattachés à 20 autres départements**, et le quart restant est réparti au sein de 60 départements différents.

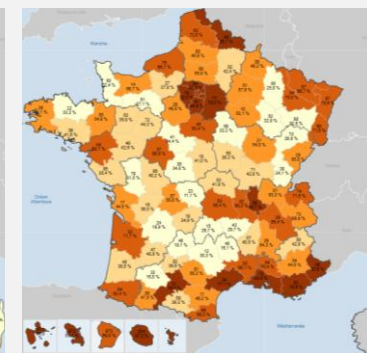
... où les jeunes sont le plus présents, mais sans lien direct avec le reste des emplois associatifs

- La plus forte concentration d'emploi dans l'éducation populaire peut être corrélée à celle des jeunes**, en particulier des moins de 15 ans, pour laquelle la concentration par département est très similaire (Seine-Saint-Denis, La Réunion, Essonne, Yvelines, Val-de-Marne, Nord, etc.) **et de façon cohérente à cela, à la concentration des espaces urbains** regroupant davantage ces jeunes et leurs familles.
- A l'inverse, la répartition de **l'emploi de l'éducation populaire semble décorrélée, voire en contradiction, de la répartition des emplois associatifs** français globaux.

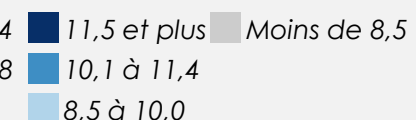
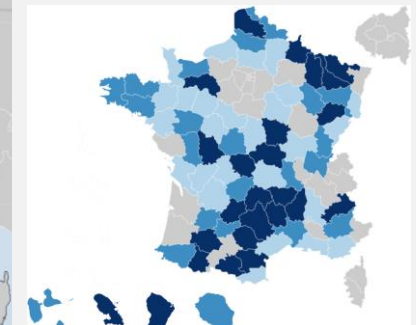
Part des Français de moins de 15 ans (en %) en 2021



Taux d'urbanisation par département en 2024



Part de l'emploi associatif dans l'ensemble du secteur privé (%) en 2023

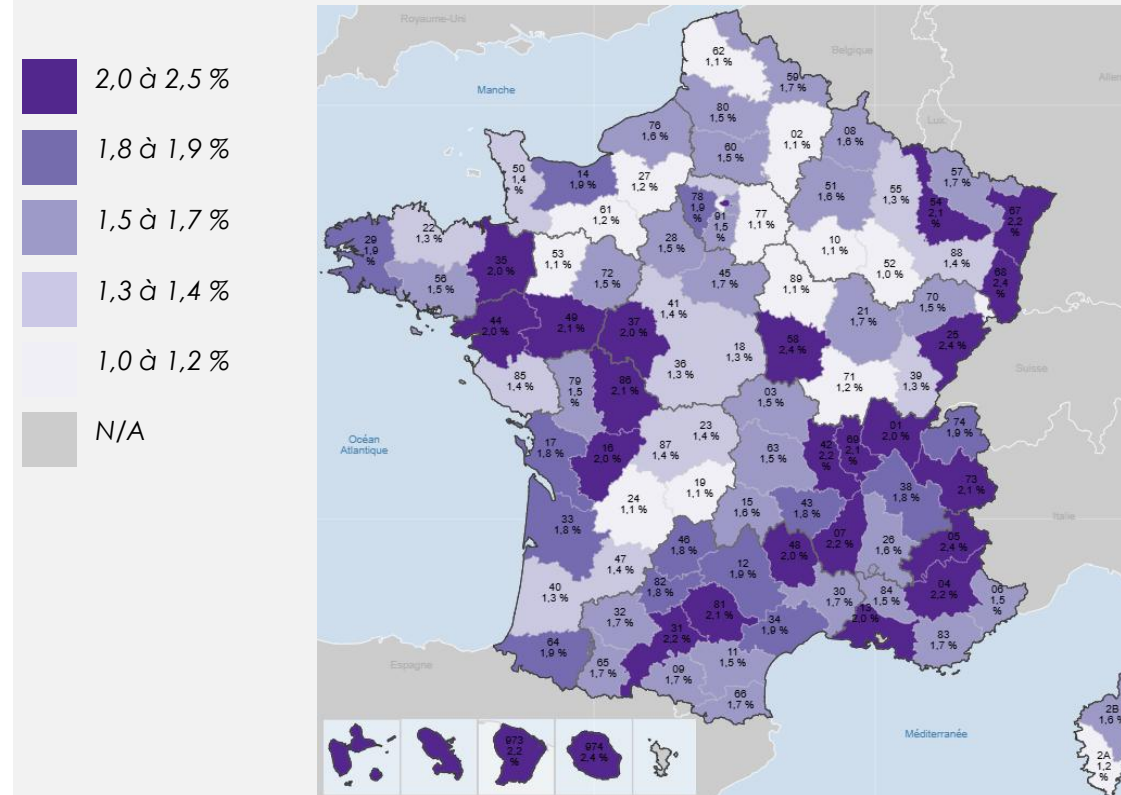


2

L'éducation populaire représente 2% de l'emploi en France et est réparti de façon homogène sur l'ensemble des territoires

- Environ **2% des salariés en France sont employés dans l'éducation populaire.**
- Leur répartition, comprise **entre 1% et 2,5% de l'emploi salarié total de chaque département**, témoigne d'une présence homogène sur l'ensemble du territoire.
- En particulier, **l'éducation populaire représente plus de 2% des emplois dans près de 1/3 des départements (27%)** : Martinique, Nièvre, Haut-Rhin, La Réunion, Hautes-Alpes, Doubs, Loire, Bas-Rhin, Guyane, Alpes-de-Haute-Provence, Ardèche, Haute-Garonne, Rhône, Guadeloupe, Tarn, Savoie, Meurthe-et-Moselle, Maine-et-Loire, Vienne, Ain, Indre-et-Loire, Bouches-du-Rhône, Ille-et-Vilaine, Loire-Atlantique, Lozère, Paris, Charente.
- Bien que l'éducation populaire présente une concentration de son emploi sur les zones urbaines (en lien avec la présence des jeunes), il est nécessaire de constater que **l'homogénéité** de répartition des emplois, vis-à-vis de l'ensemble des emplois en France, démontre un **rôle non-négligeable de l'emploi de l'éducation populaire en zones rurales également.**
- La **nature non-délocalisable des emplois du secteur est en outre un gage de réponses adaptées et durables aux besoins locaux** des populations.

Part de salariés de l'éducation populaire (hors TSF) parmi le nombre de salariés total de chaque département français (en %) au 31 décembre 2022



2 L'éducation populaire se compose de 5 branches principales

1/5 - ZOOM sur la branche ECLAT

La branche Eclat représente 200 000 salariés...

- La **branche professionnelle des métiers de l'Éducation, de la Culture, des Loisirs et de l'Animation agissant pour l'utilité sociale et environnementale sur les Territoires (ÉCLAT)**, définie par le périmètre de la convention collective IDCC 1518, rassemble 205 800 salariés et 28 550 entreprises en 2022 en France selon la Dares.
- Ses **activités** peuvent s'articuler autour de six orientations : **loisirs éducatifs, culturels, sportifs** (44 % d'entreprises concernées en 2020), **citoyenneté et environnement** (18%), **éducation et animation** (12%), **formation et autres activités** (13%), **gestion d'équipements socio-culturels** (8%), **accueil et hébergement** (5%).
- L'**emploi français généré par la branche ECLAT** (hors volontaires du service civique, bénévoles et sous-traitants) se caractérise notamment par les quelques **chiffres clés ci-dessous** :

 **Entreprises : 28 550**

 **Etablissements : 31 660**

€ **Rémunérations**

- Masse salariale brute : **4026 M€**
- Salaire mensuel net moyen d'un ETP : **2 080€**
- Ecart femmes/homme pour le salaire etp mensuel net moyen : **-8,4%**

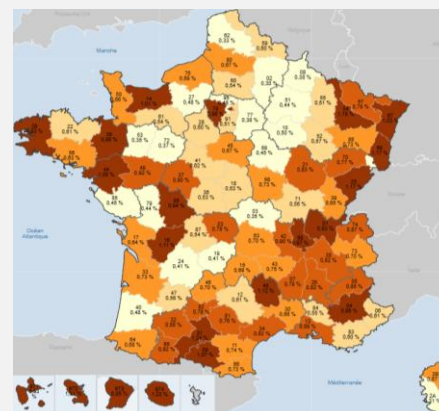
 **Salariés : 205 800**

- Taux moyen d'évolution annuel entre 2018 et 2022: **3%**
- Apprentis : **3%**
- Contrats aidés : **5%**
- Femmes : **67%**
- 29 ans ou moins : **27%**
- 50 ans ou plus : **29%**
- CDI : **65%**
- Temps partiel : **54%**

... et se situe là où la jeunesse se trouve, y compris en milieux ruraux

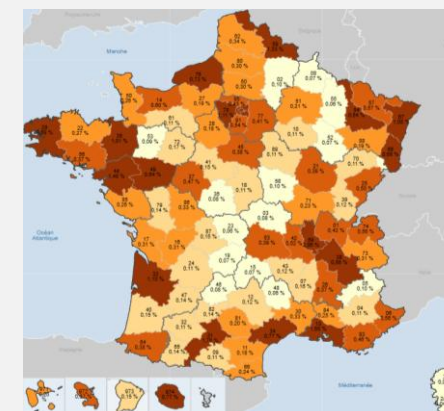
- La **part des effectifs salariés Eclat dans l'emploi total par département** varie entre 0,3 et 1,3%.
- Sa répartition est corrélée à la présence de la **jeunesse** (cf. page 23).
- En outre, la répartition de l'emploi de la branche montre, par ailleurs, qu'elle joue un rôle non-négligeable sur l'**ensemble du territoire, y compris les territoires ruraux**.

Part de salariés ECLAT parmi le nombre de salariés total de chaque département français (en %) au 31/12/2022



■ 0,93 à 1,31 ■ 0,63 à 0,75 ■ 0,29 à 0,51
■ 0,76 à 0,92 ■ 0,51 à 0,62 ■ N/A

Part de salariés ECLAT parmi le nombre de salariés total de l'éducation populaire (en %) au 31/12/2022



■ 0,64 à 4,84 ■ 0,18 à 0,36 ■ 0,03 à 0,10
■ 0,37 à 0,63 ■ 0,11 à 0,17 ■ N/A

2

L'éducation populaire se compose de 5 branches principales 2/5 - ZOOM sur la branche Sport

La branche Sport représente 162 400 salariés...

- **La branche professionnelle du Sport**, définie par le périmètre de la convention collective IDCC 2511, rassemble 162 400 salariés et 34 510 entreprises en 2022 en France selon la Dares.
- **Ses activités** s'articulent autour de l'encadrement et de l'animation sportive (éducateurs, entraîneurs, animateurs), de l'organisation et de la gestion d'activités sportives (directeurs de clubs, gestionnaires d'équipements), de la promotion de la pratique sportive (chargés de développement, responsables de projets), de l'événementiel sportif (organisateur, responsables logistiques, coordinateurs), et des activités de support et d'administration (communication, RH, finances, etc.).
- **L'emploi français généré par la branche Sport** (hors volontaires du service civique, bénévoles et sous-traitants) se caractérise notamment par les quelques **chiffres clés ci-dessous** :

 **Entreprises : 34 510**

 **Etablissements : 37 240**

 **Rémunérations**

- Masse salariale brute : **3 363 M€**
- Salaire mensuel net moyen d'un ETP : **2 570 €**
- Ecart femmes/homme pour le salaire etp mensuel net moyen : **-23%**

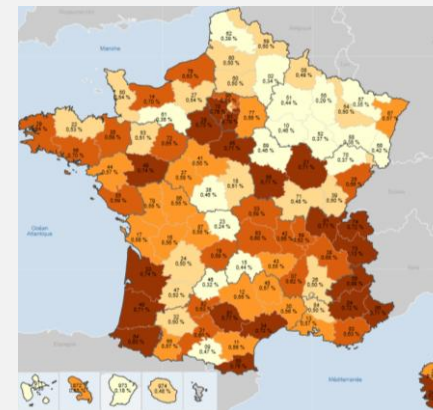
 **Salariés : 162 400**

- Taux moyen d'évolution annuel entre 2018 et 2022: **5%**
- Apprentis : **14%**
- Contrats aidés : **2%**
- Femmes : **38%**
- 29 ans ou moins : **41%**
- 50 ans ou plus : **20%**
- CDI : **57%**
- Temps partiel : **44%**

...et se situe principalement là où la jeunesse se situe

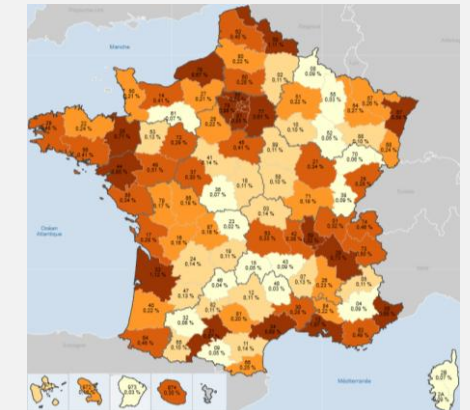
- **La part des effectifs salariés Sport dans l'emploi total par département** varie de 0,18 à 1,13%.
- Sa répartition est corrélée principalement avec la présence de territoires où se trouvent la **jeunesse** (plus de 71% des départements où la part de la branche est supérieure 0,59%), **l'urbanisme** (plus de 78%) et **une médiane de niveau de vie élevée** (plus de 76%), et en partie avec une part importante de **communes rurales** (plus de 59%), de **personnes âgées de plus de 60 ans** (plus de 49%) et de **vie associative** (plus de 46%).

Part de salariés Sport parmi le nombre de salariés total de chaque département français (en %) au 31/12/2022



0,71 à 1,13 0,55 à 0,58 0,18 à 0,47
0,59 à 0,70 0,48 à 0,54 N/A

Part de salariés Sport parmi le nombre de salariés total de l'éducation populaire (en %) au 31/12/2022



0,53 à 2,49 0,16 à 0,27 0,02 à 0,09
0,28 à 0,52 0,10 à 0,15 N/A

2 L'éducation populaire se compose de 5 branches principales

3/5 - ZOOM sur la branche ALISFA

La branche ALISFA représente 81 600 salariés...

- **La branche professionnelle des Acteurs du lien social et familial (ALISFA)**, définie par le périmètre de la convention collective IDCC 1261, rassemble 81 600 salariés et 7 900 entreprises en 2022 en France selon la Dares.
- **Ses activités** visent à renforcer le lien social et familial à travers des actions éducatives, culturelles et intergénérationnelles menées au sein de centres sociaux et socioculturels, d'établissements d'accueil de jeunes enfants et d'associations de développement social local. En s'appuyant sur la participation des habitants, elles cherchent à favoriser la cohésion sociale, l'inclusion et le développement local, contribuant ainsi à la dynamique des territoires.
- **L'emploi français généré par la branche ALISFA** (hors volontaires du service civique, bénévoles et sous-traitants) se caractérise notamment par les quelques **chiffres clés ci-dessous** :

 **Entreprises : 7900**

 **Etablissements : 10 470**

€ **Rémunérations**

- Masse salariale brute : **1 669 M€**
- Salaire mensuel net moyen d'un ETP : **1 810€**
- Ecart femmes/homme pour le salaire etp mensuel net moyen : **-14%**

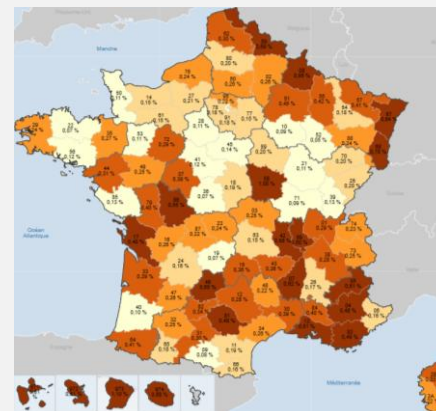
 **Salariés : 81 600**

- Taux moyen d'évolution annuel entre 2018 et 2022: **4%**
- Apprentis : **5%**
- Contrats aidés : **7%**
- Femmes : **85%**
- 29 ans ou moins : **31%**
- 50 ans ou plus : **23%**
- CDI : **70%**
- Temps partiel : **40%**

...et se situe dans les centres urbains et où se trouvent les jeunes

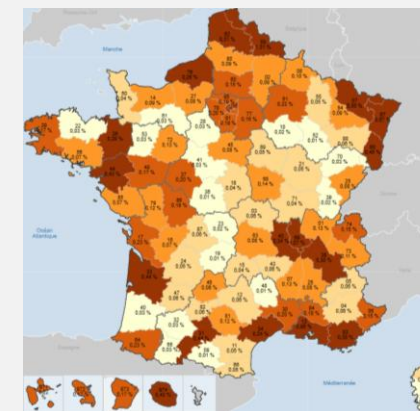
- **La part des effectifs salariés ALISFA dans l'emploi total par département** varie de 0,05 à 0,48%.
- Cette répartition rappelle celle des **zones urbaines** et la **présence de jeunes et de familles, avec une cohérence forte avec la répartition de l'emploi associatif sur le territoire.**
- Les entretiens menés avec les acteurs de la branche ALISFA montrent en outre une **dynamique de développement dans les Outre-mer.**

Part de salariés ALISFA parmi le nombre de salariés total de chaque département français (en %) au 31/12/2022



0,48 à 1,10 0,22 à 0,27 0,05 à 0,14
0,28 à 0,47 0,15 à 0,21 N/A

Part de salariés ALISFA parmi le nombre de salariés total de l'éducation populaire (en %) au 31/12/2022



0,24 à 1,31 0,07 à 0,14 0,01 à 0,03
0,15 à 0,23 0,04 à 0,06 N/A

2 L'éducation populaire se compose de 5 branches principales

4/5 - ZOOM sur la branche Familles rurales

La branche Familles rurales représente 9 000 salariés...

- **La branche professionnelle Associations Familles rurales**, définie par le périmètre de la convention collective IDCC 1031, rassemble 9 000 salariés et 1 080 entreprises en 2022 en France selon la Dares.
- **Ses activités** visent à améliorer la qualité de vie des familles en milieu rural et périurbain à travers des services de proximité (loisirs, éducation, parentalité, consommation, numérique), ainsi qu'à favoriser l'engagement citoyen, l'innovation locale et la solidarité intergénérationnelle tout en défendant les intérêts familiaux auprès des pouvoirs publics.
- **L'emploi français généré par la branche Familles rurales** (hors volontaires du service civique, bénévoles et sous-traitants) se caractérise notamment par les quelques **chiffres clés ci-dessous** :

 **Entreprises : 1 080**

 **Etablissements : 1 220**

 **Rémunérations**

- Masse salariale brute : **156 M€**
- Salaire mensuel net moyen d'un ETP : **1 710 €**
- Ecart femmes/homme pour le salaire etp mensuel net moyen : **-8%**

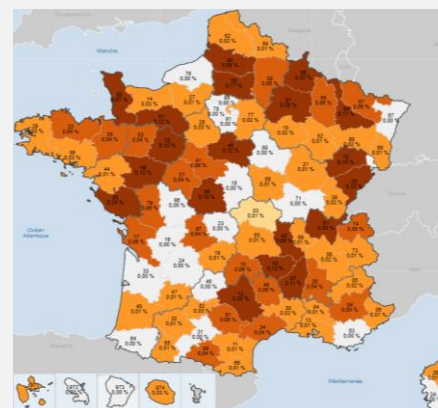
 **Salariés : 9 000**

- Taux moyen d'évolution annuel entre 2018 et 2022: **-1%**
- Apprentis : **3%**
- Contrats aidés : **8%**
- Femmes : **82%**
- 29 ans ou moins : **26%**
- 50 ans ou plus : **32%**
- CDI : **72%**
- Temps partiel : **57%**

...et se situe là où se trouvent la jeunesse et la vie associative

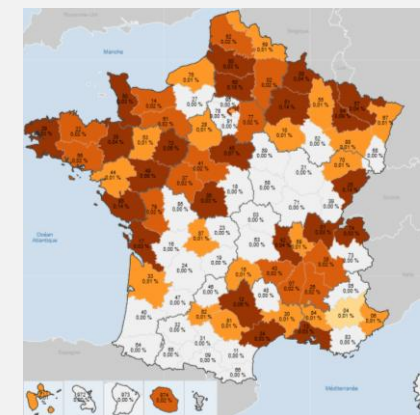
- **La part des effectifs salariés Familles rurales dans l'emploi total par département** varie de 0,01 à 0,33%.
- Sa répartition corrèle simultanément avec la présence de territoires où se trouvent la **jeunesse** et la **vie associative** (plus de 84% des départements où la part de la branche est supérieure 0,07%), ainsi qu'une part importante de **communes rurales** (plus de 89%), bien qu'**urbaines** également (plus de 68%).

Part de salariés Familles rurales parmi le nombre de salariés total de chaque département français (en %) au 31/12/2022



0,07 à 0,33 0,01 à 0,03 0,00
0,04 à 0,06 0,01 N/A

Part de salariés Familles rurales parmi le nombre de salariés total de l'éducation populaire (en %) au 31/12/2022



0,03 à 0,14 0,01 0,00
0,02 0,01 N/A

2 L'éducation populaire se compose de 5 branches principales

5/5 - ZOOM sur la branche HLA

La branche HLA représente 7 800 salariés...

- **La branche professionnelle des structures d'Habitat et logements accompagnés (HLA)**, définie par le périmètre de la convention collective IDCC 2336, rassemble 7 800 salariés et 290 entreprises en 2022 en France selon la Dares.
- **Ses activités**, plaçant le logement comme vecteur de cohésion sociale et d'insertion, s'articulent autour de l'offre de logements temporaires pour les jeunes en insertion, du soutien à l'accès ou au maintien dans le logement des publics défavorisés, fragiles ou vulnérables, et évoluent vers un accompagnement socio-éducatif et administratif, en lien avec les besoins des usagers et les réformes du secteur (ex : logements et rénovation).
- **L'emploi français généré par la branche HLA** (hors volontaires du service civique, bénévoles et sous-traitants) se caractérise notamment par les quelques **chiffres clés ci-dessous** :

 **Entreprises : 290**

 **Etablissements : 630**

 **Rémunérations**

- Masse salariale brute : **225 M€**
- Salaire mensuel net moyen d'un ETP : **2 230 €**
- Ecart femmes/homme pour le salaire etp mensuel net moyen : **-5%**

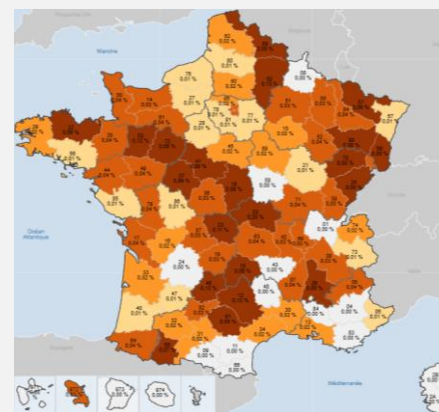
 **Salariés : 7 800**

- Taux moyen d'évolution annuel entre 2018 et 2022: **9%**
- Apprentis : **3%**
- Contrats aidés : **5%**
- Femmes : **64%**
- 29 ans ou moins : **20%**
- 50 ans ou plus : **32%**
- CDI : **80%**
- Temps partiel : **22%**

...et est répartie de façon homogène sur l'ensemble du territoire

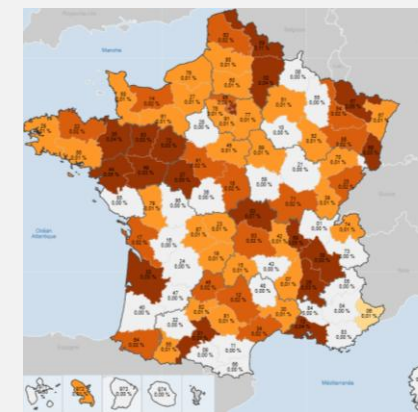
- **La part des effectifs salariés HLA dans l'emploi total par département** se veut homogène mais varie de 0,28% à 0%.
- Sa répartition est corrélée aux **contraintes économiques (indice de prix logement, énergie)** limitant l'acquisition et la rénovation de logements dans certains territoires (ex : Île-de-France, Outre-mer, Nièvre, Var...), paradoxalement aux besoins locaux (zones de tension à forte demande d'accompagnement). Cela a été confirmé par les échanges menés avec l'UNHAJ.

Part de salariés HLA parmi le nombre de salariés total de chaque département français (en %) au 31/12/2022



0,05 à 0,28 0,02 à 0,02 0,00 à 0,00
0,03 à 0,04 0,01 à 0,01 N/A

Part de salariés HLA parmi le nombre de salariés total de l'éducation populaire (en %) au 31/12/2022



0,03 à 0,13 0,01 0,00
0,02 0,01 N/A

2

La branche du TSF n'a pas été intégrée à l'analyse de l'éducation populaire eu égard à la réalité de ses activités


La branche TSF est une branche professionnelle liée à l'éducation populaire...

- **La branche professionnelle du Tourisme Social et Familial (TSF)** définie par le périmètre de la convention collective IDCC 1316, rassemble 12 200 salariés et 1 280 entreprises en 2022 en France selon la Dares.
- **Ses activités** regroupent principalement la gestion d'établissements touristiques, en particulier des villages clubs de vacances et résidence de vacances, ainsi que plus marginalement, des campings et des hôtels (qui peuvent dans ce cas dépendre des branches concernées HPA et HCR).
- Souvent issus des grands mouvements des années 1930 et de l'après-guerre, les opérateurs du TSF constituent un secteur spécifique tenant à la fois à leur secteur d'activité, le tourisme, ainsi qu'à leur mode de gestion et d'organisation propre à l'ESS, ainsi qu'à leur projet d'éducation et d'animation et à leur vocation sociale et territoriale.

 **Entreprises : 1 280**

 **Salariés : 12 200**

 **Etablissements : 1 800**

 **Investissements annuels : 63M€**

 **Chiffre d'affaires : 1,1Md€**

 **Vacanciers : 5,3M€
Nuitées : 19,3M€**

... dont le rôle est néanmoins analysé différemment dans cette étude pour plusieurs raisons

- Si **toutes les structures du TSF sont des entreprises ou des associations** s'inscrivant dans le secteur de l'ESS et que la majorité répondent à des exigences sociales et territoriales, **les acteurs se réclamant de l'éducation populaire y demeurent minoritaires.**
- Que cela concerne des structures issues de grandes fédérations de l'éducation populaire ou d'établissements « isolés », **seules certaines activités d'animation pourraient être rapprochées de celles proposées par l'éducation populaire.** Or, elles sont à la fois **minoritaires dans la constitution du produit** et ne sont **pas différenciantes.** En effet, tous les opérateurs concurrents, y compris hors ESS et TSF en proposent, comme les campings par exemple.
- Enfin, bien que la finalité soit de concourir au départ en vacances du plus grand nombre, la majorité des acteurs de la branche du TSF répondent à des **besoins individuels** dans l'approche de leur offre, et non à des besoins collectifs.

 **Aussi, au regard des ses spécificités et de sa taille, la branche du TSF n'a pas été intégrée à la présente étude d'impact sur l'éducation populaire.**

2

Les acteurs de l'éducation populaire font face à une concurrence intra sectorielle non lucrative et parfois extra sectorielle lucrative privée

La plupart des secteurs d'activité de l'éducation populaire sont marqués par une forte concurrence intra associative ainsi qu'avec des acteurs lucratifs. Seule exception de la concurrence avec le secteur lucratif : l'animation périscolaire au regard à la fois de l'ancrage territorial des acteurs de l'éducation populaire et du modèle économique associé.

Cartographie illustrative et non exhaustive



2

Les acteurs lucratifs des loisirs et de l'éducation, malgré leurs désavantages de prix, arrivent à concurrencer le secteur associatif par le biais de l'offre

Les associations proposent le plus souvent des activités moins chères pour les bénéficiaires

- En 2025, les **crèches** associatives conventionnées par la CAF proposent un tarif horaire moyen compris entre 0,17 € et 4,33 €, soit un coût mensuel allant de 100 € à 700 € selon les situations. À titre de comparaison, les crèches lucratives appliquent des tarifs plus élevés, généralement compris entre 800 € et 1 200 € par mois (après déduction des aides de la CAF), en raison de charges de fonctionnement plus importantes et d'une obligation de rendement financier.
- En matière de **soutien scolaire**, les associations offrent souvent des accompagnements à faible coûts voire gratuits, tandis que les organismes privés comme Acadomia pratiquent des tarifs variant de 15 € à 50 € de l'heure.
- Du côté du **temps extrascolaire**, les Maisons de Jeunesse et de la Culture (MJC) par exemple proposent des activités à des tarifs accessibles, généralement compris entre 10 € et 30 € par mois. Les organismes privés, tels que certains clubs sportifs, affichent quant à eux des prix plus élevés, allant d'environ 40 € par mois jusqu'à 100 € ou plus pour des disciplines comme l'équitation.

Mais le secteur lucratif, avec une offre souvent plus diversifiée, répond à d'autres besoins des bénéficiaires

- Portées par un **modèle économique qui les incite à se renouveler** en permanence pour assurer leur pérennité, les structures privées peuvent faire preuve d'une plus grande capacité d'adaptation face à l'évolution des besoins et aux contraintes, notamment parentales, en constante mutation.
- **De meilleures infrastructures** : les grands organismes privés ont les capacités d'investissement nécessaires pour financer des rénovations, agrandir et moderniser leurs locaux ou les équipements qui y sont présents, notamment car l'immobilier est souvent au centre de leur modèle.
- **Une offre plus adaptable et flexible** : dans le secteur de l'éducation artistique, le sport ou le soutien scolaire par exemple, il apparait que la flexibilité et la diversité des offres attirent les familles. En effet, les organismes privés proposent une gamme variée de services adaptés aux besoins spécifiques des familles, avec des horaires flexibles et des formats diversifiés (cours individuels, collectifs, en ligne, etc.). Cela répond notamment à une transformation des modes de vie (+ hybrides) et une pression sociale à « remplir les agendas » des enfants.

Malgré une concurrence accrue, l'éducation populaire continue de se maintenir et de se développer, portée à la fois par des atouts financiers et par les valeurs humaines et sociales qu'elle véhicule. Elle offre à des familles aux revenus modestes un accès à de nombreuses activités. Toutefois, sur de nombreux champs, elle est de plus en plus concurrencée par la variété des offres apportées par le secteur lucratif impliquant une réflexion continue sur l'ajustement de ses offres.

2

Synthèse des atouts et faiblesses concurrentiels de l'éducation populaire ressortant des entretiens qualitatifs menés durant l'étude

+ Atouts

- **Capacité à être plus agile que l'Etat et les collectivités** pour répondre concrètement à des impératifs de politiques publiques.
- **Adaptation de actions/activités aux évolutions sociétales** (éducation à l'image, éducation au numérique...)
- Proposition d'une **offre généraliste** permettant d'apporter des réponses dans des domaines variés
- Offre de services souvent **moins chère sur certaines activités** en raison de la gestion désintéressée du secteur et de la mobilisation bénévole en complément
- **Accompagnement de chaque offre de produit/service, d'une approche socio-éducative fondée sur l'émancipation** individuelle et collective (facteur d'autonomie, de citoyenneté, etc.), en s'appuyant sur l'expérience des personnes, la pédagogie active, et la création d'espaces démocratiques accessibles à tous (ex : *accompagner un jeune dans la construction de son avenir au-delà d'une offre d'aide aux devoirs, organiser des ateliers de restauration en cantine au-delà du service de restauration, faire avec les personnes au-delà de faire pour, etc.*)
- **Réponse aux besoins sociaux, y compris là où les logiques de rentabilité s'arrêtent**, en mettant l'intérêt général au cœur de son action, avec une performance fondée sur l'impact social, territorial et démocratique (ex : *crèches mobiles pour répondre au manque de structures et permettre un retour à l'emploi, milieu carcéral, femmes en QPV, etc.*)
- **Capacité d'ancrage durable dans les dynamiques familiales** via la forte transmission intergénérationnelle constatée

— Faiblesses

- **Difficulté à toujours proposer des offres à des prix plus compétitifs que le lucratif** dans certains secteurs en regard aux contraintes internes (charges) mais aussi externes (prix des prestations externes obligatoires telles que la restauration, animateur ponctuel...).
- **Difficulté à conserver son identité et ses éléments différenciants** sur le marché **tout en professionnalisant la gestion** de ses activités
- **Tendance à être moins agile que l'entrepreneuriat privé** (moindre capacité d'investissement, gouvernance démocratique plus complexe, poursuite d'un objectif d'intérêt général plus complet)
- **Approche parfois moins novatrice que le lucratif** en termes d'offres et de réponses aux besoins / attentes des bénéficiaires (ex : *sujets traités, rythmes, temps...*)
- **Difficultés pour promouvoir le secteur et ses spécificités ainsi qu'à rendre attractives et visibles ses offres.** La communication semble insuffisante par rapport à l'effort fourni par les structures privées.
- **Un terme « éducation populaire », qui ne « parle pas » aux citoyens**, tant sur la nature des activités couvertes, que sur la nature de l'impact recherché (politique, social, émancipateur...) recherché par l'éducation populaire
- **Réseau extrêmement dense de structures (430 000), mais avec un faible niveau de synergies**, limitant les capacités d'économies d'échelle et donc de développement d'activités dans des coûts optimisés notamment pour s'étendre sur les territoires qui en ont le plus besoin.

2

Périscolaire et extrascolaire sont au cœur des activités de l'éducation populaire et impactent directement les Français dans leur quotidien

- **L'éducation populaire est avant tout une approche de l'éducation et de la transmission, elle ne peut donc se réduire à certaines activités.** Toutefois, force est de constater qu'une part prépondérante des revenus des acteurs du secteur de l'éducation populaire et de la mobilisation de leurs ressources, se concentre sur les activités extrascolaires (sports, cultures, loisirs...) et périscolaires.
- Analyser l'impact de l'éducation populaire implique dès lors de regarder en détail les tenants et les aboutissants des activités notamment en termes de recours par la population, le niveau de satisfaction ou encore les règles qui régissent ces activités.

Extrascolaire et périscolaire : des activités éducatives et récréatives pour les enfants en dehors des heures de classe

- Le **périscolaire** désigne toutes les activités organisées avant et après les heures de classes pendant les jours où l'enfant est scolarisé. **L'extrascolaire** englobe quant à elle toutes les activités réalisées en dehors du cadre scolaire et périscolaire y compris au cours des vacances.
- Ces activités **participent à compléter les apprentissages scolaires, développer des compétences sociales et personnelles, tout en favorisant l'épanouissement** des jeunes à travers des domaines variés : loisirs, sports, arts...
- Les activités périscolaires comme extrascolaires doivent respecter des normes de sécurité et d'encadrement.
- Le **périscolaire** (qui comprend l'accueil du matin, la restauration scolaire et l'accueil du soir) **peut être organisé et financé par la municipalité** qui peut gérer en direct les activités ou les déléguer à un acteur de l'éducation populaire. Les animateurs doivent être qualifiés (BAFA, BAFD ou équivalent).
- **L'extrascolaire relève, quant à elle, quasi-exclusivement de la responsabilité des structures organisatrices.** Ces activités doivent aussi respecter des normes de sécurité, d'agrément et d'accueil des mineurs.

Un recours variable de ces activités mais qui relève principalement d'un enjeu d'organisation des familles

- **87% des enfants, issus de familles dont les deux parents sont en emploi, fréquentent un accueil périscolaire.** Ils sont 66% lorsqu'ils sont issus d'une famille avec au moins 1 parent sans emploi.
 - Pour 88% des familles, la principale raison du recours aux accueils périscolaires (notamment le soir) concerne les **contraintes d'organisation**. 82% considèrent que le **centre de loisirs est aussi une solution de garde**.
 - Également, ils sont **71% à considérer que le centre de loisirs participe à l'éveil et l'épanouissement des enfants**, mais favorise aussi la socialisation et l'apprentissage de la vie en société (66%) et permet de côtoyer d'autres enfants (59%).
 - Sur les **activités pratiquées en centre de loisirs**, 58% des parents considèrent que les activités sont ludiques, 16% qu'elles sont éducatives et 25% qu'elles sont simplement occupationnelles.
- **Ces appréhensions des parents montrent à la fois l'enjeu clé de la garde des enfants par les activités extra et périscolaires mais montrent aussi parfois les limites éducatives perçues. Cela implique un travail de communication important pour en démontrer les apports.**

2

L'extra et le périscolaire : solutions clés de la garde des enfants pour 80% des Français, qui protègent leur travail...



Le temps extra et périscolaire représente a minima 1,2 milliards d'heures de travail protégées par an...

- Sans l'offre extra et périscolaire, les familles concernées seraient contraintes, soit de prendre en charge elles-mêmes ce temps de garde, soit de recourir à d'autres solutions (garde à domicile) sur, a minima, 656 heures par an.
- **Cette perte de 1,2 milliards d'heures de travail représenterait en outre une perte de productivité de 70 Mds€ pour la France.**
- **L'extra et périscolaire**, en gestion municipale ou associative, constitue ainsi **un double levier** :
 - ✓ Un gisement d'emplois pour les animateurs et encadrants ;
 - ✓ Une protection du temps de travail des familles, leur permettant de maintenir leur activité professionnelle.

... et ce en particulier pour les femmes, premières concernées du temps partiel subi



- En assurant le déploiement d'activités périscolaires pour les enfants, les municipalités et les structures associatives d'éducation populaire **sauvegardent, en premier, le travail des femmes.**
- En effet, si 17,4% des salariés travaillent à temps partiel, cela concerne **plus d'une femme sur quatre (26%)**, contre moins d'un homme sur dix.
- **L'inexistence du périscolaire viendrait naturellement renforcer cette dynamique** en défaveur d'une égalité femme-homme dans la société



ZOOM sur les hypothèses de calcul

Ces estimations se fondent sur des données issues de bases nationales et européennes, ainsi que sur un ensemble d'hypothèses fondées sur les interviews menées et les analyses annexes des secteurs associatif et éducatif. Les principaux éléments ayant guidé nos estimations sont les suivants :

- **1,62 enfants par famille** en moyenne
- **144 jours de scolarité par an**
- **3h de temps périscolaire par enfant par jour** en moyenne, hors vacances
- **40% de temps extra et périscolaire** en vacances, pour une base de **16 semaines de vacances**
- **656 heures d'extra et périscolaire par enfant, par an** (vacances comprises)
- **6 262 000 enfants** concernés par le périscolaire (maternelle et primaire)
- **3 865 432 familles** potentiellement concernées par le temps périscolaire
- **Marge de risque de 50 %** appliquée au total estimé, afin de tenir compte les enfants ne participants pas à des activités périscolaires et/ou extrascolaires.

Les activités extra et périscolaire participent à la garde des enfants. Cela apparait essentiel pour préserver environ 1,2 milliards d'heures de travail par an soit 70 milliards d'euros de productivité. Il constitue ainsi un levier majeur pour soutenir l'activité économique du pays.

2

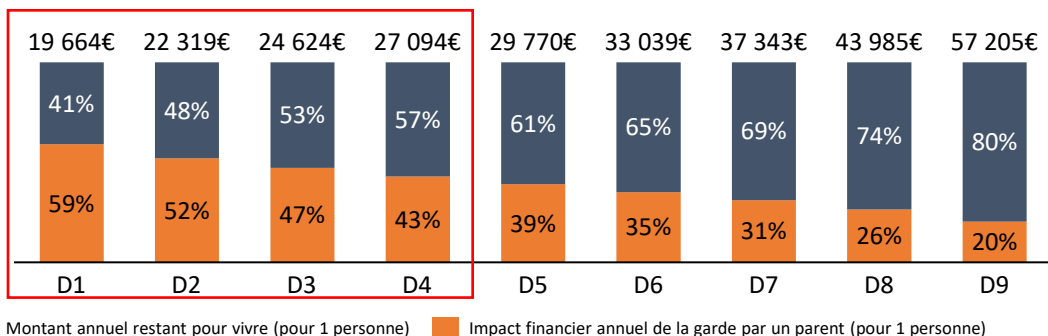
... et qui sécurisent le pouvoir d'achat avec un effet significatif sur près de 40% de la population

Entre 5000€ et 11 000€ de dépenses évitées par an pour les familles grâce aux activités extra et périscolaires

- Le **coût annuel moyen des activités extra et périscolaires s'élève à environ 3 100€ par foyer** loin des coûts potentiels des autres solutions de garde des enfants.
- En effet, la **réduction des heures de travail pour assurer la garde des enfants à domicile par l'un des parents correspondrait à un manque à gagner salarial par foyer de 11 000 €** par an en moyenne.
- Aussi, le fait d'opter pour **l'embauche d'une garde à domicile impliquerait un coût de 8000€ en moyenne par an** pour les foyers ne payant pas d'impôt sur le revenu et de 4000€ en moyenne pour les foyers payant l'impôt sur le revenu.

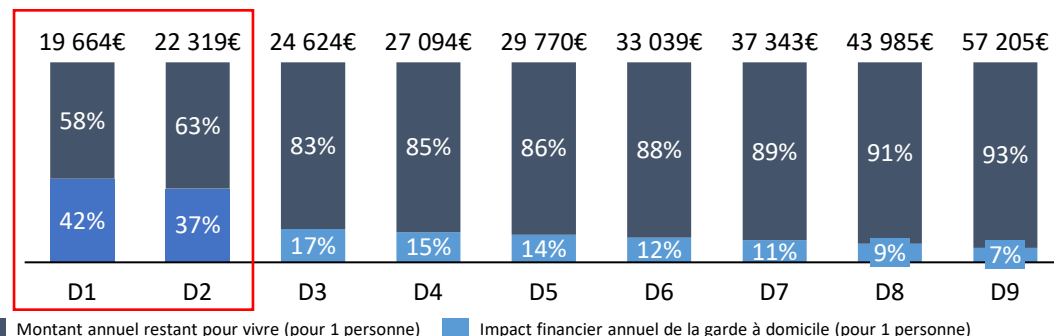
Garde parentale : un impact très significatif pour près de la moitié de la population

- Pour plus de **50 % de la population**, le recours à une garde parentale représenterait une perte moyenne de **+40% du revenu annuel d'une personne** (revenu médian de 27 054 € quand dans le même temps les activités extra et périscolaires représenteraient entre **12 et 15% de leurs revenus***).
- Ces calculs sont établis sans prise en compte des compléments apportés par la puissance publique en termes d'aides sociales. Ils démontrent ainsi l'effet concret de l'éducation populaire, tout à la fois sur les familles mais aussi sur les dépenses sociales qui auraient été nécessaires et qui sont dès lors évitées.



Garde à domicile : un impact très fort pour les personnes les plus défavorisées

- Dans le cas d'une solution de **garde à domicile** par une embauche dédiée, les **20% de Français les plus modestes** seraient fortement impactés : 40% du revenu d'une personne serait absorbé par les coûts de la garde.
- Cette conséquence est d'autant plus lourde pour les familles monoparentales qui représentent 22% des enfants de 0 à 17 ans en France en 2021.
- **La garde à domicile bénéficiant d'une déduction fiscale** avantage les foyers payant l'impôt sur le revenu. Malgré cela, même pour ces personnes, le coût des activités extra et périscolaires resterait moins élevé que la garde à domicile.



2

L'éducation populaire permet l'acquisition de compétences diverses tant pour les salariés que pour les bénéficiaires

Tant du point de vue des encadrants que de celui des bénéficiaires, l'éducation populaire est largement reconnue pour ses effets positifs sur le développement des compétences transversales essentielles dans tout parcours professionnel : communication, autonomie, sens des responsabilités, travail en équipe, etc.

Les métiers de l'animation et de l'éducation, un moteur dans l'insertion professionnelle

L'animation dans l'éducation populaire constitue un levier de développement de compétences particulièrement valorisées dans de nombreux secteurs professionnels.

Une étude menée en 2022 par l'OVLEJ met en lumière ces apports, notamment pour les animateurs exerçant à titre occasionnel. Parmi les compétences les plus fréquemment développées figurent :

- la capacité à **travailler en équipe** et à **transmettre ses savoirs**,
- la **communication** et la qualité du **relationnel** avec des publics variés,
- **l'organisation** et la **gestion de projets simples**,
- le **sens de l'initiative** et de la **responsabilité**,
- **l'adaptabilité** et la **gestion de l'imprévu**.

Certaines de ces observations sont confirmées dans plusieurs études (SGDF/IFOP, Verian/Hexopée) qui convergent pour attester de l'acquisition de compétences clés grâce à ces activités telles que la gestion d'équipe/management (détails en diapositive suivante).

ZOOM sur les diplômes de l'animation

Le **BAFA**, accessible dès 16 ans, est souvent l'un des premiers diplômes obtenus par les jeunes. Il prépare à encadrer des enfants en accueils collectifs. Le **BPJEPS**, plus professionnalisant, s'adresse à ceux qui souhaitent faire de l'animation leur métier. Ces brevets valorisent l'engagement éducatif, la prise de responsabilité et l'autonomie dès le début du parcours.

Des compétences acquises par les bénéficiaires, véritables leviers dans leur parcours de vie

Les accueils collectifs de mineurs sont aussi des espaces éducatifs à part entière, venant en complément de l'école et de la famille.

Ils offrent aux enfants et aux adolescents un cadre propice au développement de compétences variées, tant personnelles que sociales :

- **Compétences et valeurs sociales** : apprentissage de la vie en groupe, développement de la tolérance, du respect d'autrui, de l'écoute et de la coopération, et capacité à exprimer ses émotions ,
- **Autonomie et responsabilisation** : prise d'initiatives, apprentissage à la vie collective, et renforcement de la confiance en soi ,
- **Compétences cognitives et créatives** : stimulation de la curiosité, de l'imagination et de la créativité,
- **Éducation à la citoyenneté** : sensibilisation aux enjeux sociaux, environnementaux et culturels, apprentissage des principes et règles de la vie démocratique.

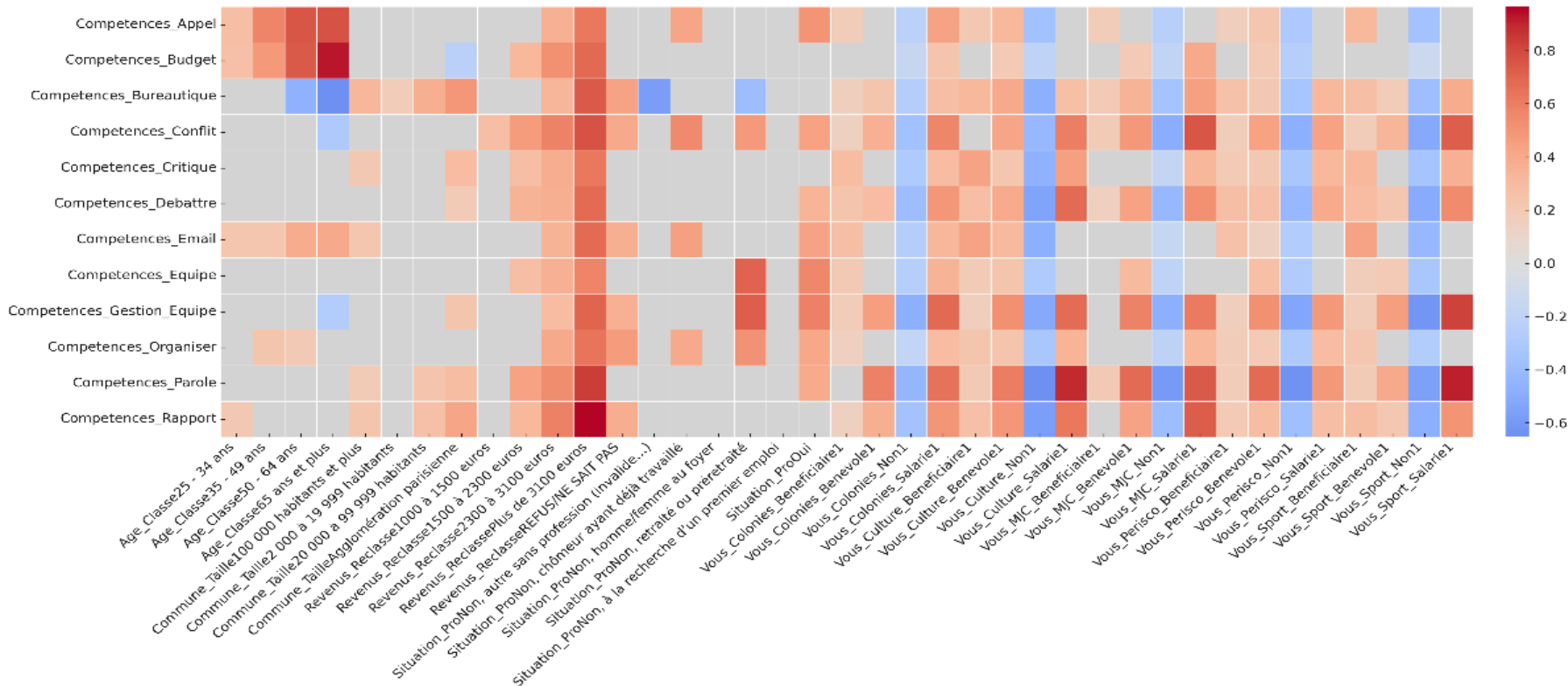
L'aspect ludique du « faire » facilite l'apprentissage. Ainsi, les compétences sont développées par le biais d'activités nouvelles demandant savoirs et savoir-faire encore méconnus des enfants et jeunes.

L'Onisep souligne que l'expérience en animation, notamment avec des diplômes comme le BAFA ou le BPJEPS, atteste de compétences en encadrement et sont un réel atout sur un CV, et un tremplin vers les secteurs social, éducatif ou de la santé. L'Insee note d'ailleurs que ces métiers servent souvent de passerelles vers le travail social ou l'enseignement.

2

L'éducation populaire permet de développer des compétences clés pour le développement professionnel

L'éducation populaire constitue un levier de développement des compétences personnelles et sociales



Toutes choses égales par ailleurs, les individus au contact de l'éducation populaire (EP) déclarent plus fréquemment avoir acquis des compétences transversales utiles dans la vie professionnelle et collective. Certaines différences sont néanmoins à noter :

- La compétence **"prise de parole"** ressort comme **l'une des plus influencées** par les variables explicatives testées,
- Le **périscolaire** est la forme d'éducation populaire qui **a le plus d'impact** sur le développement de compétences mais est centré sur la prise de parole,
- Les **structures culturelles et sportives** sont les plus **génératrices de compétences variées** (orales, numériques, organisationnelles),
- Les **saliariés** déclarent systématiquement **les niveaux de compétences les plus élevés**, suivis des bénévoles, puis des bénéficiaires.

Le « score EP » se distingue comme un facteur d'activation des savoir-faire, au-delà des seuls déterminants socioéconomiques. Pour les responsables publics, cela confirme que l'EP est aussi un moteur de capacitation individuelle et collective.

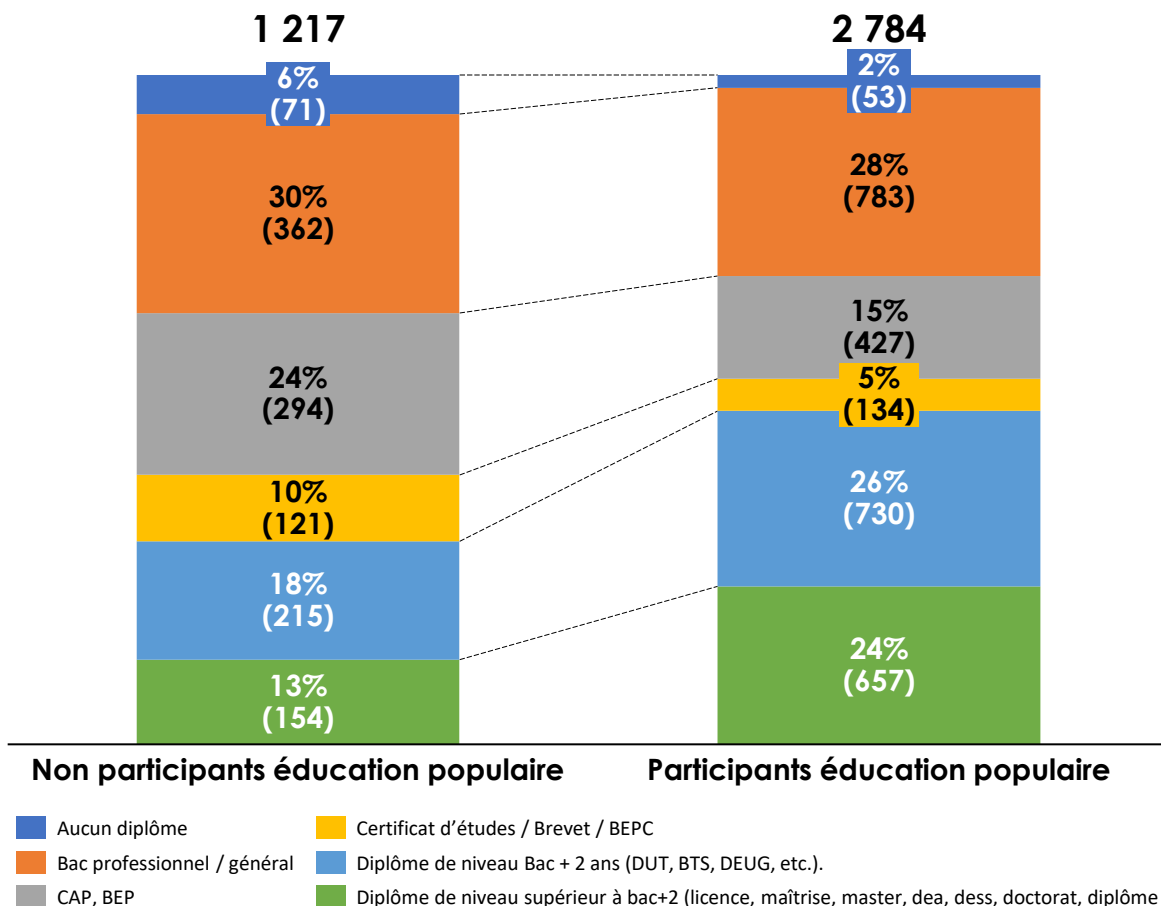
Sources : questionnaire Verian / Eurogroup, analyses Eurogroup

* EP : éducation populaire

2

L'éducation populaire démontre un impact positif sur le niveau de diplôme

A profils sociodémographiques équivalents, les niveaux de diplôme des personnes ayant été au contact de l'EP* sont plus élevés que ceux n'en ayant pas bénéficié



- Le graphique met en lumière une réalité frappante : **le contact avec l'éducation populaire va de pair avec un niveau de diplôme plus élevé.**
- Parmi les individus ayant eu un contact avec l'EP, les **diplômes de l'enseignement supérieur sont nettement surreprésentés** : un quart d'entre eux sont titulaires d'un bac +5 ou plus, contre seulement 13 % chez ceux qui n'ont jamais été exposés.
- À l'inverse, les niveaux les plus faibles — brevet, CAP ou BEP — sont bien plus fréquents chez les non-exposés.
- On peut y lire la **puissance transformatrice de l'éducation populaire**. En développant des compétences transversales, en valorisant la parole de chacun et en ouvrant les horizons culturels et sociaux, l'EP semble favoriser la confiance en soi, la projection dans l'avenir et, finalement, des trajectoires scolaires plus ambitieuses. Elle agit comme un levier silencieux mais efficace d'élévation éducative.
- Ces **résultats sont confortés par l'analyse de l'impact des différents facteurs sociaux**. Si les jeunes générations et les habitants de la métropole parisienne sont plus diplômés que le reste de la population, à profil sociodémographique comparable, les personnes ayant été en contact avec l'EP ont une probabilité significativement plus élevée d'avoir obtenu un diplôme supérieur.

2

L'éducation populaire à travers ses multiples impacts est un levier clé pour sécuriser les parcours professionnels


L'éducation populaire renforce la capacité à choisir son métier, de l'orientation post bac aux changements durant la vie professionnelle

	Âge				Genre	Taille commune				Education populaire
	25 - 34 ans	35 - 49 ans	50 - 64 ans	65 ans et plus		2 000 à 19 999 habitants	20 000 à 99 999 habitants	Agglo. Paris	Com. rurales	
Orientation professionnelle post bac										
Changement de profession à l'instant T										

- Les résultats mettent en évidence un **lien clair entre contact avec l'éducation populaire et facilité perçue à s'orienter et à évoluer dans son parcours professionnel**. À niveau sociodémographique équivalent, les personnes ayant été en contact avec l'EP* déclarent plus souvent que leur orientation a été simple (OR = 1,42) et, lorsqu'elles sont en emploi, qu'un changement de travail leur semblerait accessible (OR = 1,56).
- Ce constat fait écho à d'autres analyses menées dans l'étude et entretiens réalisés, qui montrent que **les publics passés par l'EP obtiennent en moyenne des diplômes plus élevés et déclarent avoir renforcé leurs compétences personnelles et relationnelles**.
- L'éducation populaire apparaît ainsi non seulement comme un **espace d'engagement, mais aussi comme un levier structurant pour construire une trajectoire professionnelle lisible et sécurisée**.
- Elle favorise à la fois la projection (orientation), la confiance dans la mobilité (changement), et les conditions de fond qui les rendent possibles (compétences, estime de soi, ouverture).

Sources : questionnaire Verian / Eurogroup, analyses Eurogroup

* EP : éducation populaire

 Odds ratio proche du vert indique une probabilité plus forte de se situer dans une modalité élevée de réponse « oui plutôt » ou « oui, tout à fait ».

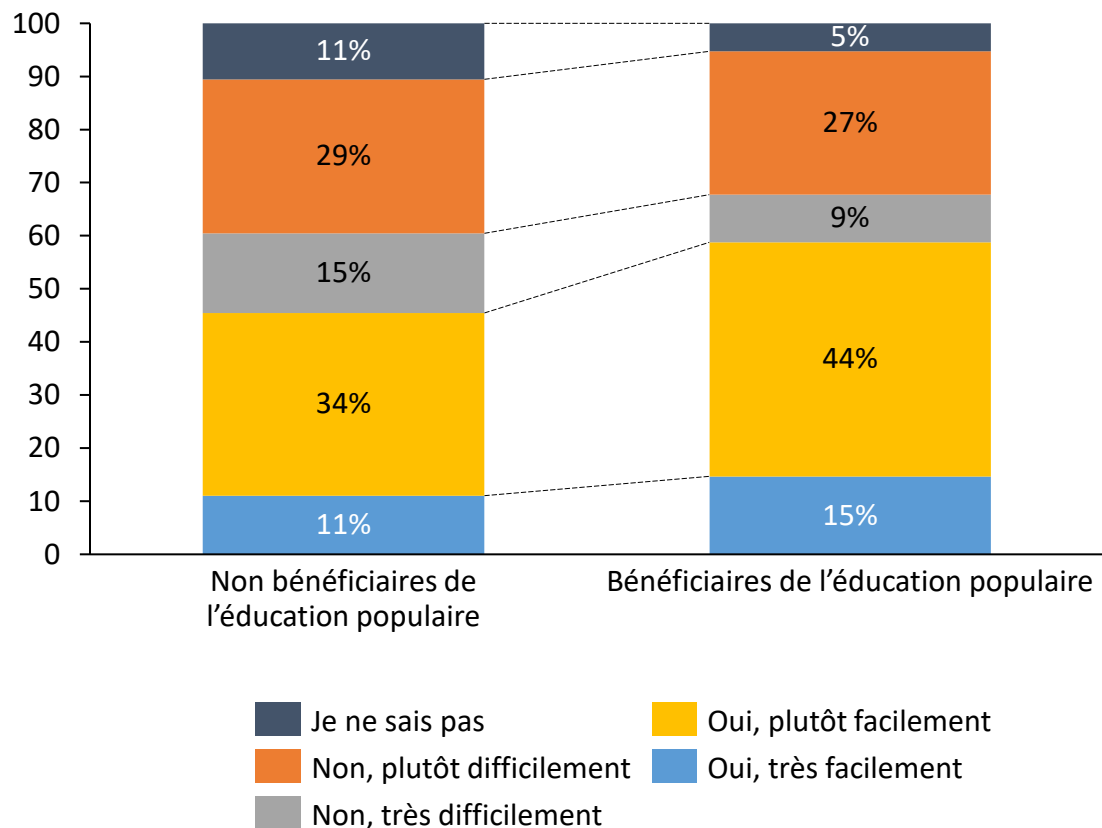
 Indique une modalité faible de réponse

 Indique une modalité neutre de réponse

2

Le niveau de confiance dans la capacité de rebond professionnel est plus conséquent chez les bénéficiaires de l'éducation populaire

Niveau de confiance dans la capacité de rebond professionnel



- L'analyse des données démontre un sentiment de confiance plus conséquent pour les personnes au contact des activités d'éducation populaire qui sont **59% à considérer qu'il serait facile ou plutôt facile de changer de travail** contre 45% des non bénéficiaires.
- **L'analyse de l'impact des revenus est par ailleurs limitée sur ce niveau de confiance.** Si celles et ceux touchant plus de 3 100€ / mois sont 58% à considérer facile ou plutôt facile de changer de travail, ils sont entre 48 et 52% sur les autres tranches de revenus.
- En intégrant la variable « éducation populaire » dans l'analyse, l'on se rend compte que celles et ceux percevant plus de 3 100€ mensuels de revenus ont des taux de confiance fortement variables : ils sont 49% à avoir confiance dans la capacité à changer de travail lorsqu'ils n'ont pas bénéficié des actions d'éducation populaire. Ce taux grimpe **à 61,6% lorsqu'ils ont bénéficié de l'éducation populaire.** Cette distinction s'observe sur l'ensemble des tranches de revenus.
- La **capacité à s'orienter professionnellement** est à peu près semblable entre les bénéficiaires et les non bénéficiaires de l'éducation populaire avec respectivement 68% et 64% à considérer que cette orientation fut « simple » ou « très simple ».

3

L'éducation populaire : vecteur de cohésion sociale et d'engagement

3


L'éducation populaire a une action majeure sur la prise de conscience des citoyens sur des enjeux clés de la société

L'éducation populaire renforce la conscience citoyenne et le vivre ensemble

	Âge				Taille commune				Genre	Situation professionnelle						Education populaire
	25 - 34 ans	35 - 49 ans	50 - 64 ans	65 ans et plus	2 000 à 19 999 habitants	20 000 à 99 999 habitants	Agglo. Paris	Com. rurales		Femme	Sans profession (invalide...)	Chômeur ayant déjà travaillé	Homme/fe mme au foyer	Retraité ou préretraité	Elève, étudiant	
Importance de l'actualité																
Importance d'appartenir à un collectif																
Importance de donner de l'argent ou du temps																
Importance de la lutte contre les inégalités																
Considère avoir la place à laquelle il/elle aspire																
Importance d'avoir un rôle actif dans la société																
Importance de respecter les règles de vie en société																
Importance de se cultiver																
A le sentiment d'être utile à la société																
Importance de rendre service aux autres																
Importance de trier ses déchets																
Importance de voter																

- L'éducation populaire est un **puissant levier d'engagement et de lien social**. À profil sociodémographique équivalent, les individus ayant été en contact avec l'éducation populaire déclarent plus souvent faire confiance à la société, s'y sentir utiles et à leur place, valoriser le collectif et s'engager concrètement.
- **Le score « éducation populaire » ressort comme l'un des facteurs les plus systématiquement associés à ces dimensions.**

Sources : questionnaire Verian / Eurogroup, analyses Eurogroup

 Odds ratio proche du vert indique une probabilité plus forte de se situer dans une modalité élevée de réponse (« oui plutôt » ou « oui, tout à fait »)

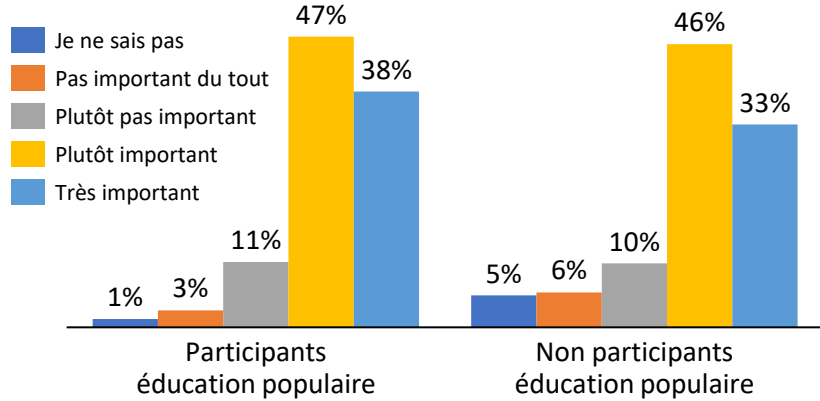
 Indique une modalité faible de réponse

 Indique une modalité neutre de réponse

3

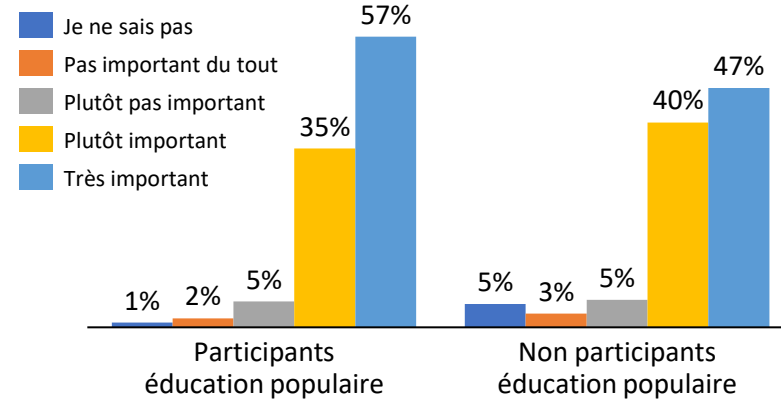
L'importance de donner du temps et de l'argent apparaît comme l'une des dimensions où l'éducation populaire est la plus impactante

Importance de l'actualité



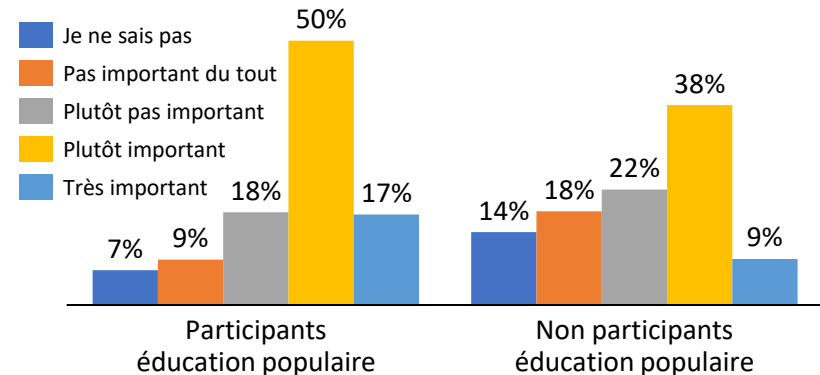
L'importance de l'actualité est marquée pour **85% des personnes** ayant participé à des activités d'éducation populaire, contre 79% pour ceux n'ayant pas participé.

Importance de respecter les règles de vie en société



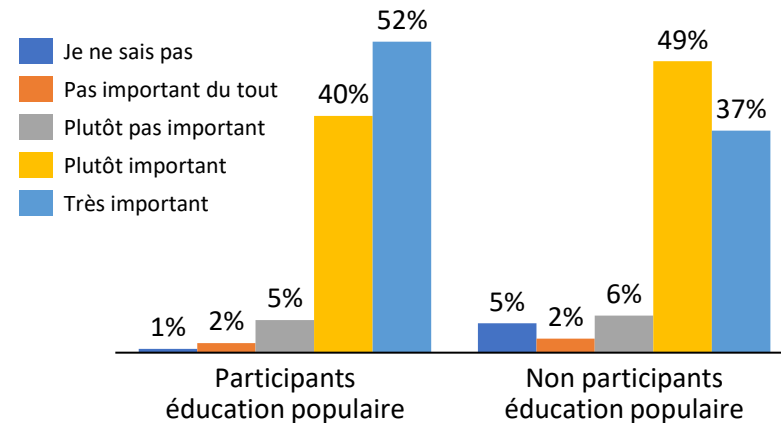
L'importance du respect des règles est fortement marquée pour ceux ayant participé à des activités d'éducation populaire : **92%,,** contre **87%** pour les autres.

Importance de donner du temps



L'importance de donner du temps et de l'argent est la dimension la plus significative. **67% des bénéficiaires de l'EP*** considèrent cette dimension importante, contre 47% pour les autres.

Importance de se cultiver



L'importance de se cultiver s'élève à **92%** pour ceux ayant bénéficié d'activités de l'éducation populaire, contre 86% pour les autres.

3

L'éducation populaire joue un rôle structurant dans l'importance accordée aux grandes valeurs sociétales

L'analyse de l'ensemble des facteurs sociaux montre que l'éducation populaire a un impact positif sur la perception de l'importance de grandes valeurs sociétales

	Âge				Taille commune				Genre	Situation professionnelle					Education populaire	
	25 - 34 ans	35 - 49 ans	50 - 64 ans	65 ans et plus	2 000 à 19 999 habitants	20 000 à 99 999 habitants	Agglo. Paris	Com. rurales	Femme	Sans profession (invalide...)	Chômeur ayant déjà travaillé	Homme/ femme au foyer	Retraité ou préretraité	Elève, étudiant	En emploi	A participé à des activités d'éducation populaire
Importance de la question climatique			■													■
Importance des sujets relatifs aux discriminations				■												■
Importance des sujets relatifs à la diversité							■									■
Importance des sujets relatifs au handicap			■													■
Importance des sujets relatifs à la paix			■	■												■
Importance des sujets relatifs à la solidarité			■	■												■

- À profil socio-démographique comparable, **les individus ayant été au contact de l'éducation populaire accordent plus d'importance à des principes fondamentaux tels que la solidarité, la diversité ou encore la lutte contre les discriminations.**
- La variable « éducation populaire » apparaît comme l'un des déterminants les plus stables et transversaux de cette sensibilité accrue.
- Cette analyse démontre, là aussi, l'impact réel de l'éducation **populaire sur la transmission de valeurs clés aux citoyens et en particulier aux plus jeunes.**

Sources : questionnaire Verian / Eurogroup, analyses Eurogroup

■ Odds ratio proche du vert indique une probabilité plus forte de se situer dans une modalité élevée de réponse (« oui plutôt » ou « oui, tout à fait »).

■ Indique une modalité faible de réponse

■ Indique une modalité neutre de réponse

3


L'éducation populaire confirme son rôle de moteur de l'engagement des citoyens

L'analyse de l'ensemble des facteurs sociaux pouvant expliquer un engagement en faveur des enjeux clés de la société montre que l'éducation populaire est un moteur fort de l'engagement

	Âge				Taille commune				Genre	Situation professionnelle					Education populaire	
	25 - 34 ans	35 - 49 ans	50 - 64 ans	65 ans et plus	2 000 à 19 999 habitants	20 000 à 99 999 habitants	Agglo. Paris	Com. rurales	Femme	Sans profession (invalide...)	Chômeur ayant déjà travaillé	Homme/ femme au foyer	Retraité ou préretraité	Elève, étudiant	En emploi	A participé à des activités d'éducation populaire
Engagement sur la question climatique																
Engagement sur la question des discriminations																
Engagement sur la question de la diversité																
Engagement sur la question du handicap																
Engagement sur la question de la paix																
Engagement sur la question de la solidarité																

- Pour chacun des six thèmes étudiés (solidarité, discriminations, diversité, climat, paix, handicap), **plus l'importance accordée à la valeur est forte, plus la probabilité d'engagement augmente.**
- **La variable « éducation populaire » est systématiquement et significativement associée à une probabilité plus élevée d'engagement**, indépendamment des valeurs portées.
- Ces résultats suggèrent que **l'éducation populaire ne se limite pas à renforcer l'adhésion à certaines valeurs, mais agit comme un catalyseur de leur traduction en action concrète.**

Sources : questionnaire Verian / Eurogroup, analyses Eurogroup

 Odds ratio proche du vert indique une probabilité plus forte de se situer dans une modalité élevée de réponse (« oui plutôt » ou « oui, tout à fait »).

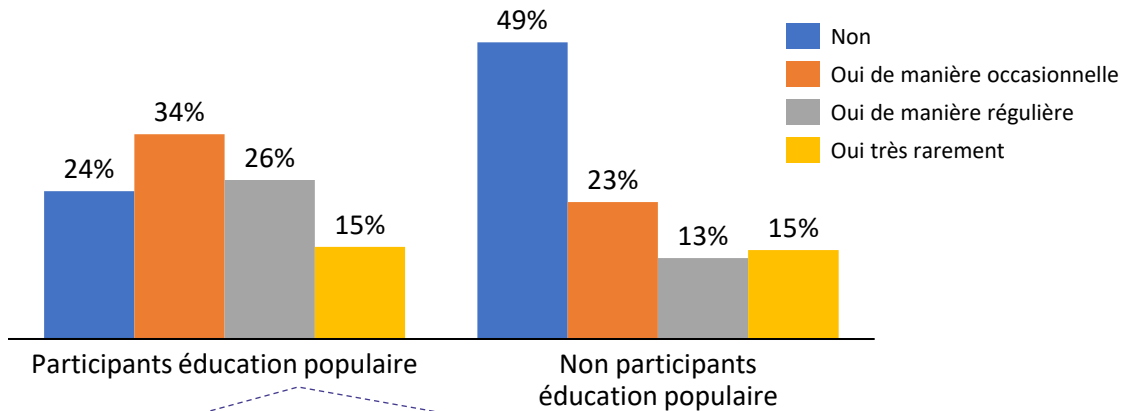
 Indique une modalité faible de réponse

 Indique une modalité neutre de réponse

3

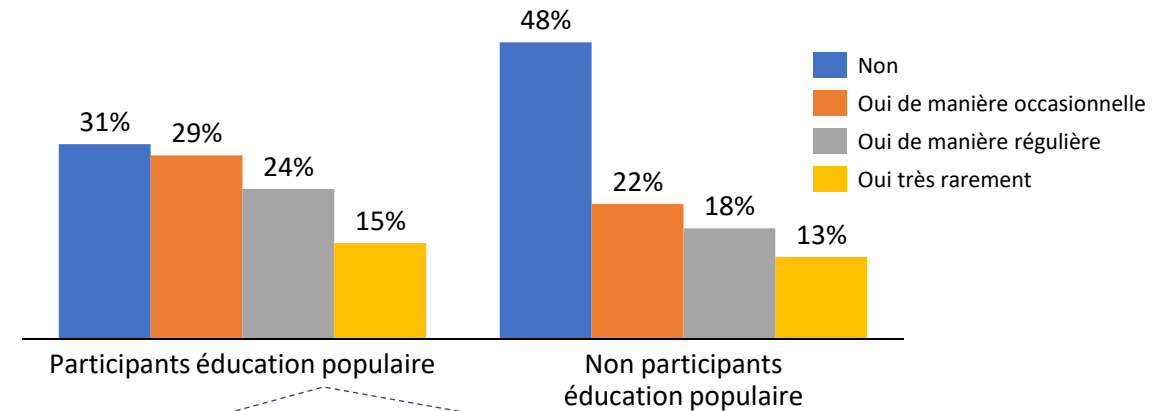
Le niveau d'engagement des Français ayant été en contact avec l'éducation populaire est 1,5 fois supérieur à ceux qui ne l'ont pas été

Engagement « solidarité » avec valeurs fortes sur la solidarité



Malgré l'importance de la valeur de solidarité chez les répondants (cf. page 45), une différence majeure existe dans le niveau d'engagement réel et concret. Ainsi, **75% des personnes ayant bénéficié d'activités de l'éducation populaire** et considérant la valeur de solidarité comme importante s'engagent sur ce sujet. A l'inverse, ils ne sont que 51% chez ceux n'ayant pas bénéficié de l'éducation populaire.

Engagement « Climat » avec valeurs fortes sur la question climatique



De la même manière, la distinction sur le niveau d'engagement sur la question climatique se perçoit aussi. **78% des bénéficiaires de l'éducation populaire disent être engagés sur la question climatique** lorsqu'ils considèrent cette valeur comme importante. Ils ne sont que 53% lorsqu'ils n'ont pas bénéficié des actions d'éducation populaire.

- Les répondants attestant qu'une valeur à de l'importance pour eux ont une tendance plus forte à s'engager sur ces questions.
- Toutefois pour celles et ceux qui ont été au **contact de l'éducation populaire, la proportion de cet engagement est plus conséquente.**
- Si l'éducation populaire n'a pas le monopole de la transformation de l'engagement, force est de constater qu'elle joue un **rôle majeur pour amener les citoyens à s'engager.**
- **Le niveau d'engagement de ceux ayant été au contact de l'éducation populaire est de 1,5 fois supérieur aux autres répondants.** En leur apportant les outils, en les mettant en situation, en les accompagnants dans leurs premiers projets l'éducation populaire permet de démystifier l'engagement et de simplifier le passage à l'acte.

3

L'engagement citoyen est un élément particulier de l'effet de l'éducation populaire : du délégué de classe à l'engagement politique


L'analyse de l'ensemble des facteurs sociaux pouvant expliquer un engagement citoyen montre que l'EP est un moteur fort de l'engagement

Education populaire	Âge				Genre	Taille commune				Situation pro					
	25 - 34 ans	35 - 49 ans	50 - 64 ans	65 ans et plus		Femme	2 000 à 19 999 habitants	20 000 à 99 999 habitants	Agglo. Paris	Com. rurales	Sans profession (invalide...)	Chômeur ayant déjà travaillé	Eleve / Etudiant	Homme / Femme au foyer	Retraité ou préretraité
A participé à des activités d'éducation populaire															
Engagé dans une association															
Engagé dans un parti politique															
Engagé dans un syndicat															
Engagé dans une assemblée locale															
Engagé dans un conseil municipal															
Avoir été délégué de classe															

- Les résultats mettent en évidence un **lien fort et systématique entre le score d'éducation populaire et les différentes formes d'engagement citoyen**. Pour chacune des modalités testées (adhésion ou participation à une association, un syndicat, un parti politique ou une instance représentative), l'exposition à l'éducation populaire est significativement associée à une probabilité accrue d'engagement. Ce lien est robuste, y compris après contrôle des principales variables sociodémographiques.
- Au-delà des thématiques d'engagement, ces analyses démontrent que **l'éducation populaire favorise par ailleurs l'engagement dans des organisations structurées**.

Sources : questionnaire Verian / Eurogroup, analyses Eurogroup

* EP : éducation populaire

 Odds ratio proche du vert indique une probabilité plus forte de se situer dans une modalité élevée de réponse (« oui plutôt » ou « oui, tout à fait »).

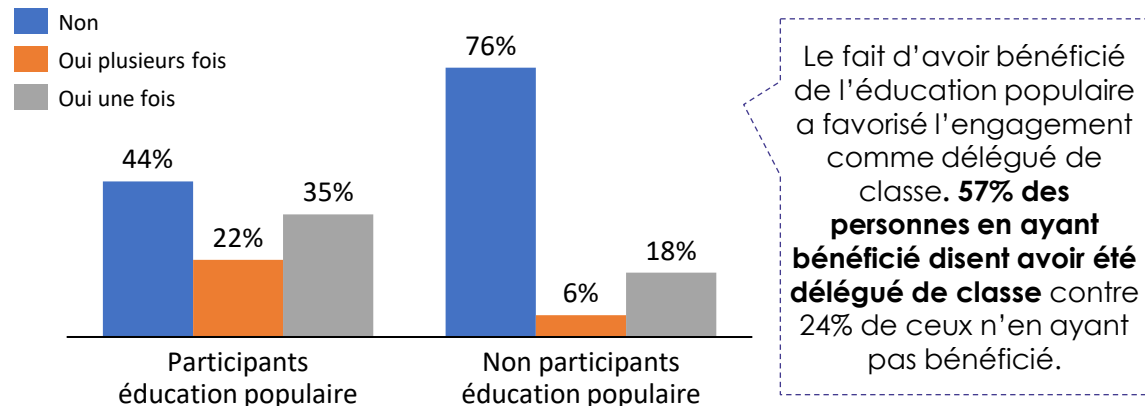
 Indique une modalité faible de réponse

 Indique une modalité neutre de réponse

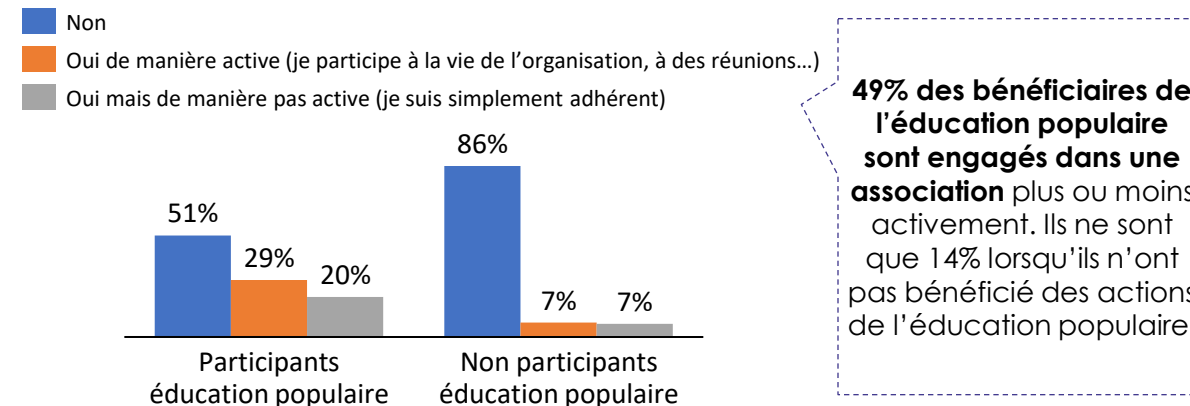
3

Cette dynamique se perçoit sur différents modes d'engagement plus ou moins structurés

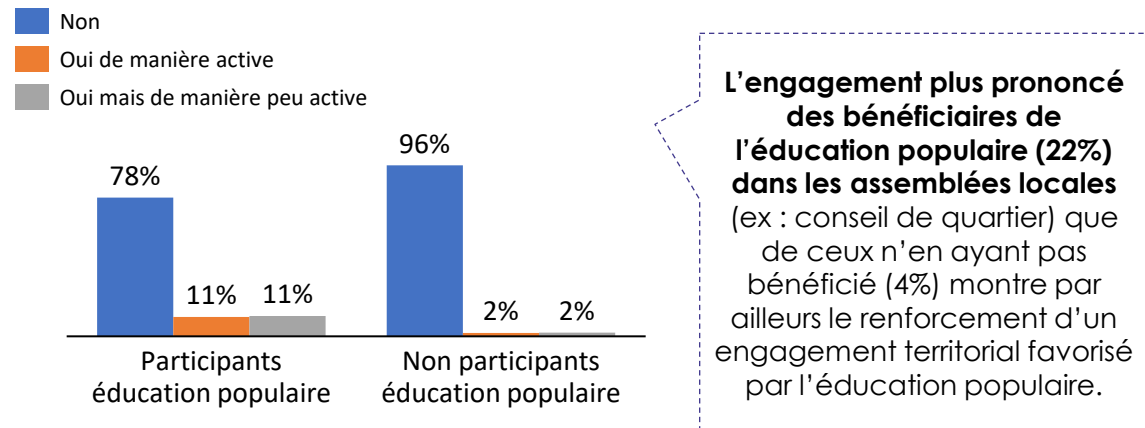
L'éducation populaire joue sur l'engagement comme délégué de classe



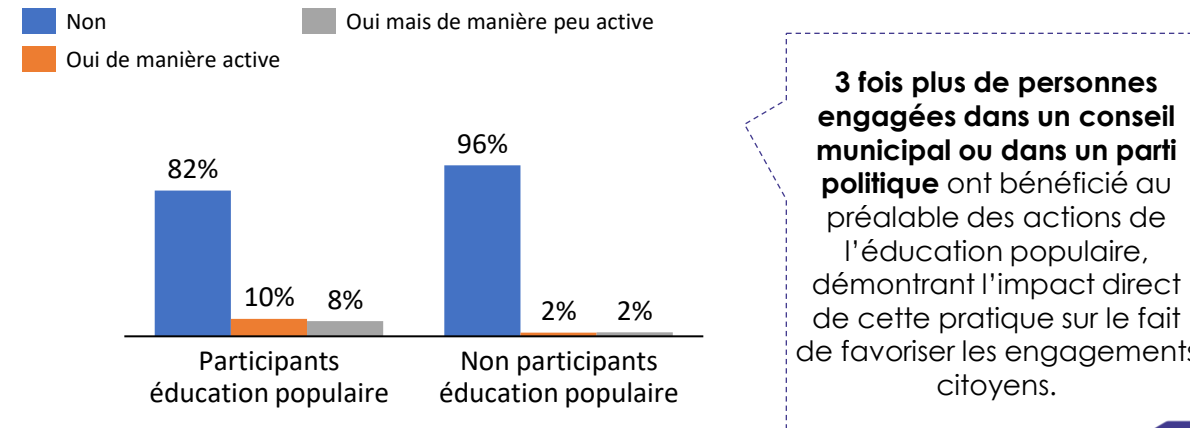
L'éducation populaire renforce l'engagement associatif



L'éducation populaire, un vecteur d'engagement au service des territoires



L'éducation populaire participe à renouveler l'engagement politique



3

Cette dynamique se traduit aussi dans les urnes avec une participation plus accrue de celles et ceux ayant été en contact avec l'éducation populaire


L'EP et l'âge du répondant sont les principaux facteurs influençant la mobilisation des citoyens concernant le vote tant au national qu'en local

	Âge				Taille commune				Genre	Situation pro						Education populaire
	25 - 34 ans	35 - 49 ans	50 - 64 ans	65 ans et plus	2 000 à 19 999 habitants	20 000 à 99 999 habitants	Agglo. Paris	Com. rurales	Femme	Sans profession (invalidé...)	Chômeur ayant déjà travaillé	Eleve / Etudiant	Homme / Femme au foyer	Retraité ou préretraité	En emploi	A participé à des activités d'éducation populaire
Participation aux élections nationales	Grey	Light Green	Green	Green	Grey	Grey	Grey	Grey	Grey	Grey	Light Green	Grey	Green	Green	Green	Light Green
Participation aux élections locales	Grey	Green	Light Green	Green	Grey	Grey	Grey	Red	Grey	Grey	Light Green	Grey	Green	Green	Green	Light Green

- Les résultats soulignent **l'influence significative de l'éducation populaire sur la participation électorale**, aussi bien aux élections nationales qu'aux scrutins locaux. À profil sociodémographique équivalent, un contact avec l'éducation populaire est systématiquement associé à une probabilité accrue de déclarer voter à « toutes les élections ou presque », et ce pour les deux types de scrutins.
- Il révèle un **effet structurant de l'éducation populaire sur l'ancrage démocratique** : les individus exposés à l'EP apparaissent plus fortement socialisés aux pratiques électorales régulières.
- Autrement dit, **l'EP contribue à renforcer les comportements citoyens fondamentaux comme le vote**. Ces résultats confirment la place stratégique que peut occuper l'éducation populaire dans la consolidation de la vitalité démocratique de la société.

Sources : questionnaire Verian / Eurogroup, analyses Eurogroup

* EP : éducation populaire

 Odds ratio proche du vert indique une probabilité plus forte de se situer dans une modalité élevée de réponse « vous votez à toutes les élections ou presque »

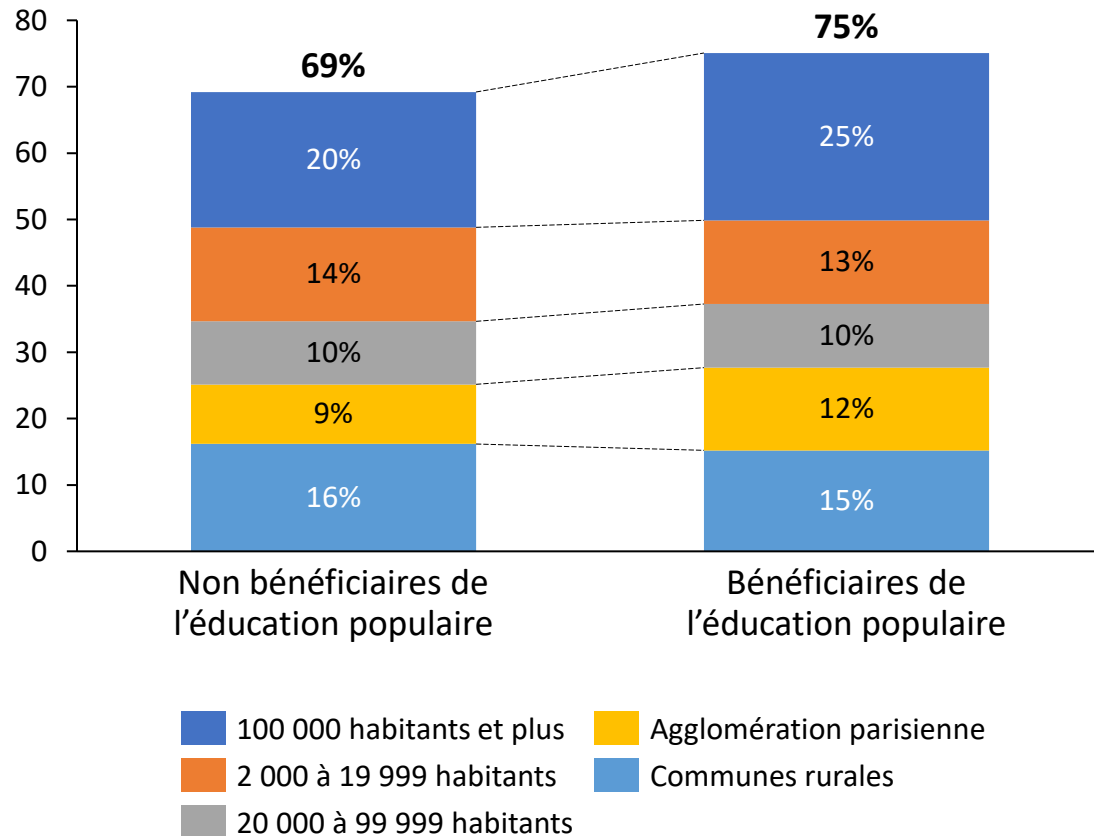
 Indique une modalité faible de réponse

 Indique une modalité neutre de réponse

3

Les facteurs socio-démographiques ont un impact limité sur les votes en comparaison du facteur « éducation populaire »

Part des bénéficiaires et des non bénéficiaires de l'éducation populaire parmi les personnes votant à toutes les élections nationales*



- L'analyse de la participation des Français aux élections nationales et locales révèle un **lien fort entre le fait d'avoir été en contact avec l'éducation populaire et le niveau de participation démocratique**. En effet, les personnes ayant été en contact avec l'éducation populaire à ces activités sont globalement **plus nombreuses (75%) à voter** à toutes les élections, comparé aux autres répondants (69%). Cela démontre un ancrage dans la vie démocratique et dans la République.
- Les **facteurs sociaux (revenus, catégories professionnelles) ou géographiques (lieu d'habitation) ont un impact limité** sur le taux de participation des citoyens. A contrario, la variable « éducation populaire » influence de manière plus significative ce phénomène
- Ainsi, comme le montre le graphique ci-contre, **les citoyens ayant été en contact avec l'éducation populaire sont globalement plus nombreux ou à équivalence à voter systématiquement lors des élections nationales en particulier dans les centres urbains.**

3

L'éducation populaire, un vecteur puissant d'accès et de participation à la vie culturelle

L'EP et le lieu de vie sont les facteurs prédisposant le plus l'accès à la culture

	Âge				Taille commune				Genre	Situation professionnelle						Education populaire
	25 - 34 ans	35 - 49 ans	50 - 64 ans	65 ans et plus	2 000 à 19 999 habitants	20 000 à 99 999 habitants	Agglo. Paris	Com. rurales	Femme	Sans profession (invalidé...)	Chômeur ayant déjà travaillé	Homme/femme au foyer	Retraité ou préretraité	Elève, étudiant	En emploi	A participé à des activités d'éducation populaire
Fréquence de l'activité cinéma																
Fréquence de l'activité cirque																
Fréquence de l'activité concerts																
Fréquence de l'activité spectacle de danse																
Fréquence de l'activité festival																
Fréquence de l'activité humoristes																
Fréquence de l'activité musées																
Fréquence de l'activité théâtre																

- Les résultats montrent de manière claire et cohérente que **les personnes ayant été au contact de l'éducation populaire (EP) sont significativement plus susceptibles de participer à des activités culturelles** variées : spectacles vivants, musées, festivals, théâtre ou encore concerts.
- Le score EP est systématiquement associé à un rapport de probabilité (odds ratio) supérieur à 1, confirmant son **rôle de levier structurant dans l'accès à la culture**.
- Cet effet demeure robuste même après contrôle des variables sociodémographiques, ce qui souligne l'influence propre de l'EP. On observe également des effets marqués du lieu de résidence (bénéfice pour les habitants de l'agglomération parisienne, frein en zone rurale), du sexe (les femmes étant en moyenne plus engagées dans certaines pratiques), et du statut socio-professionnel.
- En somme, **l'éducation populaire agit comme un vecteur d'ouverture culturelle**, élargissant l'horizon des pratiques individuelles et contribuant à réduire certaines inégalités d'accès aux activités artistiques et culturelles. Elle constitue ainsi un levier pertinent pour renforcer la participation citoyenne par la culture.

Sources : questionnaire Verian / Eurogroup, analyses Eurogroup

* EP : éducation populaire

 Odds ratio proche du vert indique une probabilité plus forte de se situer dans une fréquence élevée de réalisation de l'activité

 Indique une modalité faible de réponse

 Indique une modalité neutre de réponse

3

Au-delà de la participation en tant que spectateur, l'éducation populaire favorise également la pratique active d'activités culturelles


Un impact positif systématique de l'EP et des facteurs sociaux aux impacts variés


	Âge				Taille commune				Genre	Situation professionnelle						Education populaire
	25 - 34 ans	35 - 49 ans	50 - 64 ans	65 ans et plus	2 000 à 19 999 habitants	20 000 à 99 999 habitants	Agglo. Paris	Com. rurales	Femme	Sans profession (invalidé...)	Chômeur ayant déjà travaillé	Homme/femme au foyer	Retraité ou préretraité	Elève, étudiant	En emploi	A participé à des activités d'éducation populaire
Fréquence de la pratique de la danse																
Fréquence de la pratique des jeux-vidéos																
Fréquence de la pratique de la musique																
Fréquence de la pratique de la peinture																
Fréquence de la pratique spectacle vivant																

- Les résultats confirment que **le contact avec l'éducation populaire (score EP) est systématiquement corrélé positivement à la pratique de toutes les activités analysées** : peinture, musique, danse, spectacle vivant et jeux vidéo. Cette corrélation confirme que les personnes ayant été en contact avec l'éducation populaire sont plus susceptibles de s'adonner à des activités artistiques et créatives.
- Les **déterminants sociodémographiques confirment des écarts marqués d'accès aux pratiques culturelles selon l'âge, le genre, le lieu de vie et la situation professionnelle**, dessinant une cartographie inégale de la participation culturelle.
- Ces résultats confirment que **l'éducation populaire agit comme un levier d'inclusion culturelle**, en facilitant l'accès à des pratiques qui ne sont pas uniformément réparties dans la population. Elle participe à réduire les inégalités d'accès aux activités culturelles et de loisirs, notamment pour des publics jeunes, ruraux ou éloignés des circuits traditionnels.

Sources : questionnaire Verian / Eurogroup, analyses Eurogroup

* EP : éducation populaire

 Odds ratio proche du vert indique une probabilité plus forte de se situer dans une fréquence élevée de réalisation de la pratique

 Indique une modalité faible de réponse

 Indique une modalité neutre de réponse

3

Lecture et sport : deux piliers de l'émancipation et de l'épanouissement personnel, soutenus par l'éducation populaire

L'éducation populaire renforce l'appétence pour la lecture, au-delà des clivages sociaux

	Âge				Taille commune				Genre	Situation professionnelle						Education populaire
	25 - 34 ans	35 - 49 ans	50 - 64 ans	65 ans et plus	2 000 à 19 999 habitants	20 000 à 99 999 habitants	Agglo. Paris	Com. rurales		Femme	Sans profession (invalidé...)	Chômeur ayant déjà travaillé	Homme/femme au foyer	Retraité ou préretraité	Elève, étudiant	
Fréquence de la lecture																

- La lecture fréquente est fortement associée au contact de l'éducation populaire, même à profil sociodémographique équivalent. Les femmes, les étudiants et les personnes âgées (65 ans et plus) sont également plus enclins à lire régulièrement, tandis que la fréquence de lecture décroît significativement dans les communes rurales et intermédiaires. Ces résultats confirment que l'éducation populaire joue un rôle dans l'ancrage de pratiques culturelles durables, comme la lecture, souvent perçues comme structurantes pour la citoyenneté, la réussite scolaire et l'ouverture au monde.

L'éducation populaire favorise une pratique sportive plus régulière

	Âge				Taille commune				Genre	Situation professionnelle						Education populaire
	25 - 34 ans	35 - 49 ans	50 - 64 ans	65 ans et plus	2 000 à 19 999 habitants	20 000 à 99 999 habitants	Agglo. Paris	Com. rurales		Femme	Sans profession (invalidé...)	Chômeur ayant déjà travaillé	Homme/femme au foyer	Retraité ou préretraité	Elève, étudiant	
Fréquence du sport																
Nombre d'heures hebdo de sport																

- Les résultats révèlent une association nette entre contact de l'éducation populaire et pratique sportive. Le score d'EP ressort systématiquement comme un facteur prédictif significatif : plus l'individu a été en contact avec l'éducation populaire, plus il déclare une pratique sportive régulière et intense.
- Les déterminants sociodémographiques jouent également un rôle, néanmoins ces résultats suggèrent que l'éducation populaire constitue un levier efficace de promotion des comportements favorables à la santé, en contribuant à ancrer la pratique sportive dans les modes de vie, indépendamment des déterminismes sociaux.

Sources : questionnaire Verian / Eurogroup, analyses Eurogroup

* EP : éducation populaire

Odds ratio proche du vert indique une probabilité plus forte de se situer dans une fréquence élevée de réalisation de la pratique

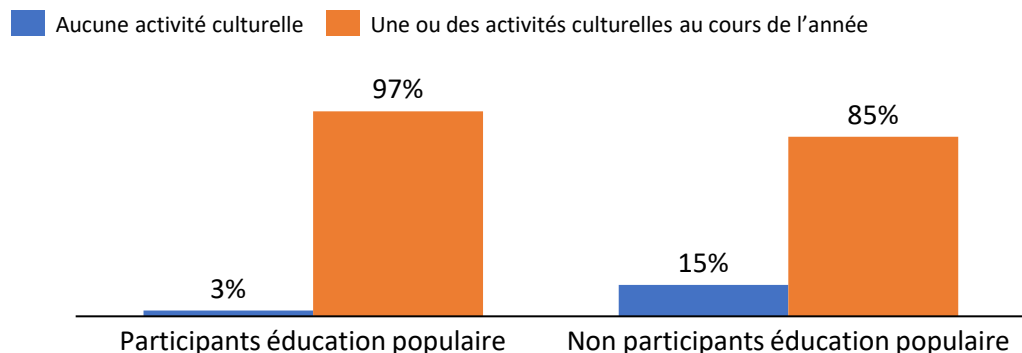
Indique une modalité faible de réponse

Indique une modalité neutre de réponse

3

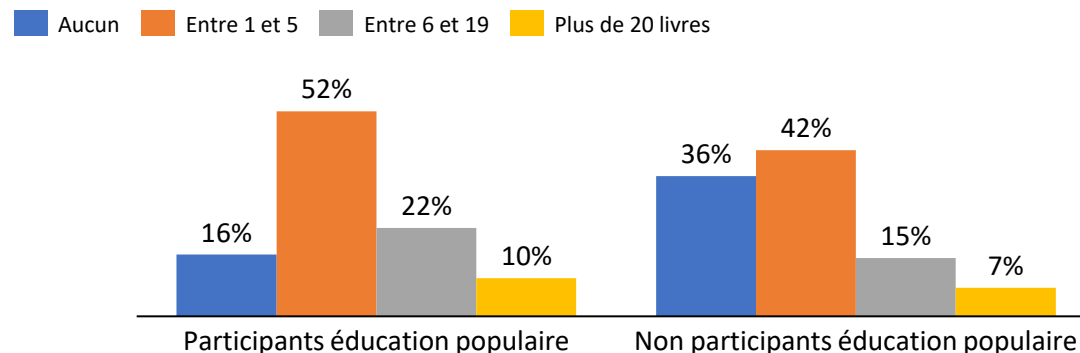
Le niveau d'activités et pratiques culturelles, comme le niveau de lecture, sont en partie corrélés au contact préalable avec l'éducation populaire

L'éducation populaire a un effet positif sur les activités culturelles...



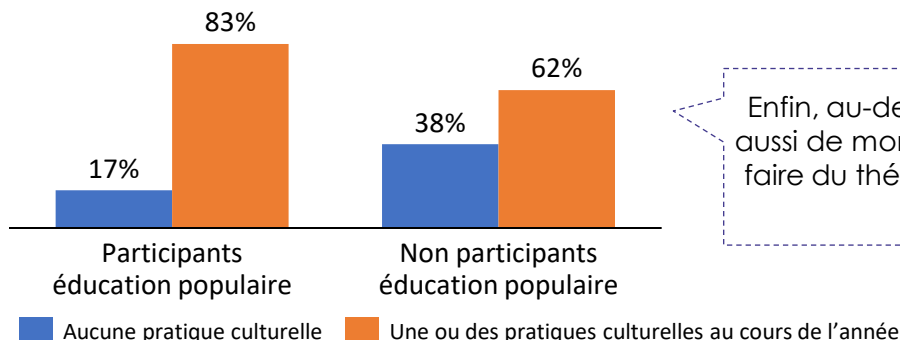
Les **bénéficiaires de l'éducation populaires sont plus nombreux (97%)** à avoir une ou des activités culturelles au cours de l'années que ceux n'ayant pas bénéficié d'action d'éducation populaire (85%).

... comme sur la pratique régulière de la lecture



Cette propension s'analyse aussi sur la pratique de la lecture. Les bénéficiaires de **l'éducation populaire sont 84% à lire au moins un livre par an**, ils ne sont que 64% pour ceux n'étant pas passé dans des activités d'éducation populaire plus jeune.

L'éducation populaire a aussi des effets positifs sur le fait d'avoir une ou des pratiques culturelles (jouer d'un instrument, peindre...)

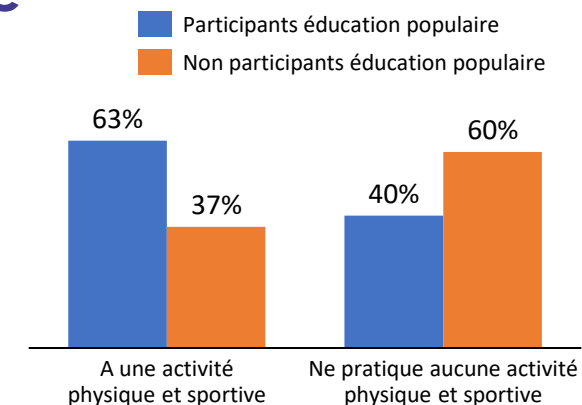


Enfin, au-delà d'avoir des activités culturelles, les données collectées permettent aussi de montrer **une pratique culturelle** (faire de la peinture, jouer d'un instrument, faire du théâtre...) **plus forte** chez celles et ceux ayant bénéficiés d'activités dites d'éducation populaire (83% contre 62%).

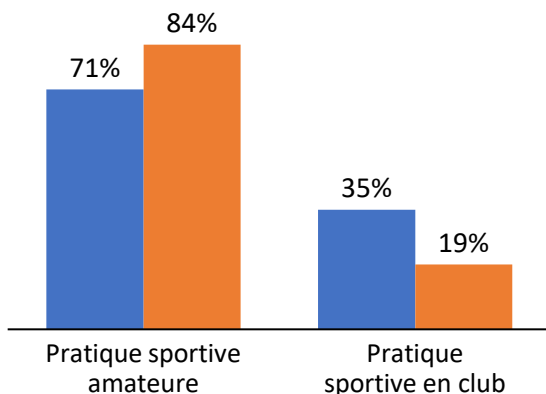
3

Une activité physique et sportive plus soutenue, plus organisée et plus collective chez les bénéficiaires de l'éducation populaire

- **82% de la population française pratique une activité physique et sportive au moins une fois par semaine.**
- **Parmi cette tranche de la population, ceux ayant été en contact avec l'éducation populaire** au préalable sont proportionnellement plus nombreux à pratiquer une activité physique (63%), que ceux n'ayant pas été en contact avec l'EP (37%).**
- Ceux ayant bénéficié d'une activité sportive dans l'EP par le passé sont 88% à continuer à avoir une activité physique aujourd'hui démontrant un lien tangible entre pratique sportive dans sa jeunesse et pérennité de cette pratique dans le temps.
- **La fréquence de pratique est aussi plus conséquente en ce sens là. 70% de ceux ayant été en contact avec l'éducation populaire ont une activité physique et sportive 2 fois par semaine au moins contre 54% pour les autres.**
- Ces résultats sont à mettre en miroir des **effets bénéfiques de l'activité physique et sportive sur la santé des individus.**



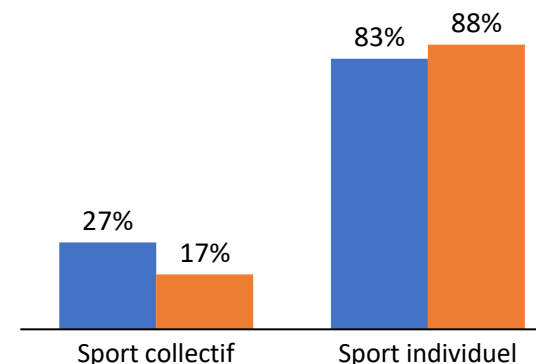
Une pratique amateur majoritaire pour toute la population mais une pratique sportive organisée plus conséquente pour ceux ayant été en contact avec l'EP



■ Participants éducation populaire
■ Non participants éducation populaire

La **pratique sportive est globalement amateur pour 74%** des Français. Si cette pratique est plus représentée parmi ceux n'ayant pas été en contact avec l'éducation populaire (84% contre 71%), **la pratique organisée / en club est plus conséquente parmi ceux en contact avec l'éducation populaire (35% contre 19%)** pouvant s'expliquer, notamment, par une habitude des organisations collectives.

Une pratique sportive qui est plus collective pour ceux ayant été en contact avec l'éducation populaire



■ Participants éducation populaire
■ Non participants éducation populaire

Comme pour la participation en club, l'on constate une **représentation plus forte des pratiquants d'une activité physique et sportive collective parmi ceux en contact avec l'éducation populaire (27% contre 17%)** pouvant, là aussi, s'expliquer par l'habitude des cadres collectifs.

Toutefois la **pratique individuelle reste fortement majoritaire** pour les deux populations (83 et 88%).

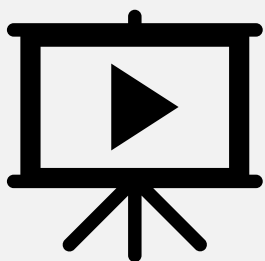
3

Exemples de démonstration de l'impact de l'éducation populaire (1/6) - « La MJC a changé ma vie »

Le projet artistique multimédia, « La MJC a changé ma vie », donnant la parole à divers acteurs du réseau, a été réalisé à l'occasion des 50 ans de la FRMJC-IDF (Fédération Régionale des MJC en Île-de-France), et est aujourd'hui consultable en deux formats...



• Une **exposition photographique et textuelle**, accessible via ce [lien](#)



• Un **film en streaming intégral** de 52 minutes, accessible via ce [lien](#)

... qui offrent un aperçu des impacts de l'éducation populaire à travers la prise de parole de vingt personnes l'ayant connu, en tant que bénévoles, professionnels, volontaires, ou élus municipaux

Les témoignages mettent en lumière l'utilité concrète des MJC et de l'éducation populaire comme **leviers d'émancipation individuelle et d'inclusion sociale**. Ces structures permettent à chacun, quel que soit son parcours, de **découvrir ses capacités**, de **s'engager localement**, et de **construire un projet de vie**. En favorisant la **mixité**, la **responsabilité** et l'**autonomie**, elles créent des dynamiques positives au sein des territoires. **Loin de se substituer aux politiques publiques, elles les complètent efficacement** en apportant souplesse, proximité et innovation sociale, au plus près des habitants.

- « Les MJC m'ont permis de **vérifier que c'était bien par le collectif qu'on pouvait faire bouger les choses**. [Elles] ont été pour moi **un moyen de pouvoir réaliser ce que je pensais qu'il était bien de faire** dans la vie quotidienne pour les gens. », M.Ricart, **Maire**.
- « Ce moment de la vie entre mes 12 et mes 14 ans c'était une période très compliquée. Et **en dehors de la MJC je ne vois pas**, en tout cas dans mon village, **qui d'autre aurait pu prendre le relais qu'elle a pris**. », A.Mathi, **Administrateur de MJC**.
- « **J'ai connu la MJC par mes enfants**, [...] et petit à petit en allant les chercher [...] on nous explique ce qui est fait [...], que si j'ai des idées je suis la bienvenue. Et de fil en aiguille [...] c'est neuf, c'est brusque [...] car **je me suis toujours occupée de mes enfants, de ma famille et de mon mari** [...] je m'arrêtais là, [...] **et puis je me suis rendu compte qu'en fait si, je pouvais exister, et mon processus d'émancipation a commencé là**. Ça a changé ma vie. Aujourd'hui **je suis devenue quelqu'un d'autre, je suis heureuse et ma vie a du sens pour moi**. », L.Niakaté, **Coprésidente de MJC**.
- « Je suis le 1er sénateur musicien [...]. **La MJC dans laquelle j'ai fait ce premier concert, et les modestes moyens [ont été] une révélation** énorme, dans ce que je suis aujourd'hui, dans les décisions que je prends [...] **et parce qu'à un moment donné quelqu'un m'en a laissé la possibilité**. », J-R.Hugonet, **Sénateur**.

3

Exemples de démonstration de l'impact de l'éducation populaire (2/6) – Enquête sur l'utilité sociale du scoutisme

L'IFOP a réalisé en 2024 une étude sur l'utilité sociale du scoutisme ...

➤ Les **détails et résultats** de cette « 1^{ère} étude sur l'impact social du scoutisme » sont **accessibles [ici](#)**

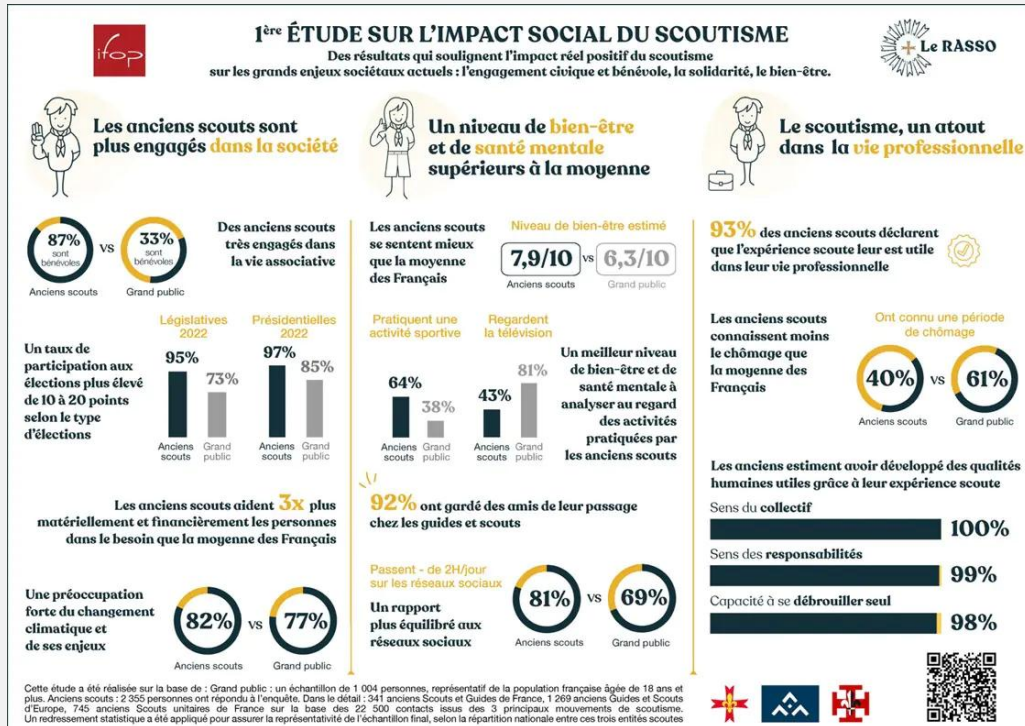
... révélant un impact sociétal positif du scoutisme sur la société française

Selon l'IFOP, **toute catégorie socio-professionnelle confondue, le scoutisme favorise durablement :**

- **L'engagement dans la société** (vie associative, participation aux élections, aide aux personnes dans le besoin, préoccupation du changement climatique, etc.)
- **Le niveau de bien-être et de santé mentale** (sentiment de bien-être, rapports à différentes pratiques de divertissement comme le sport, la télévision ou les réseaux sociaux, liens sociaux et lutte contre l'isolement, etc.)
- **La vie professionnelle** (niveau de chômage, acquisition et/ou approfondissement de différentes qualités utiles professionnellement, etc.)

Cela contribue ainsi activement au renforcement du lien social et à la cohésion nationale.

« **Les bénéfiques sociétaux du scoutisme s'observent à la fois pour la collectivité dans la participation électorale, l'engagement citoyen, la philanthropie mais également sur la propension à contribuer à forger des individus ou citoyens équilibrés et bien dans leur peau, qui s'en sortent psychologiquement mieux que le reste de la population. C'est un point positif pour la société que de pouvoir compter sur des citoyens bien dans leur tête.** », J.Fourquet, Direction du Pôle Opinion et Stratégies d'entreprise de l'IFOP



3

Exemples de démonstration de l'impact de l'éducation populaire (3/6) – Rapport sur les évaluations des impacts des Centres Sociaux

Le rapport d'Impact et Utilité Sociale publié en mai 2024 par la Fédération des Centres Sociaux et Socioculturels de France (FCSF) explore l'impact des centres sociaux sur leurs bénéficiaires en s'appuyant sur des expérimentations concrètes menées au sein du réseau.

➤ Extraits du rapport des Centres Sociaux



Une démarche participative et expérimentale...

- La FCSF a accompagné plusieurs fédérations départementales dans des expérimentations visant à évaluer l'impact et l'utilité sociale des centres sociaux. Ces expérimentations ont été menées en impliquant activement les habitants, les professionnels et les partenaires locaux, afin de **co-construire des outils et des méthodes d'évaluation des impacts** adaptés aux réalités de chaque territoire.
- Cette démarche a permis aux centres sociaux de **tirer des enseignements précieux sur l'évaluation de leurs impacts**, une pratique aux enjeux multiples : renforcement de la démocratie locale, consolidation des relations avec les partenaires, amélioration du pilotage interne, etc.
- Elle a également mis en lumière des questions fondamentales telles que **l'identification des destinataires de l'évaluation, la définition de son périmètre, ou encore les moyens nécessaires à sa mise en œuvre.**



...qui constate des impacts à différents niveaux.

Le rapport met en évidence plusieurs impacts significatifs sur le public :

- **Renforcement de l'autonomie et du pouvoir d'agir** des individus en les impliquant activement dans la co-construction des projets collectifs
- **Développement de la citoyenneté** en promouvant la participation démocratique et l'engagement civique dans des projets solidaires et des initiatives citoyennes
- **Amélioration du bien-être social et lutte contre l'isolement** en créant des espaces de rencontres intergénérationnelles, de mixité sociale et de solidarité.
- **Appui à l'insertion sociale et professionnelle** en accompagnant les personnes en recherche d'emploi ou en parcours de reconstruction, notamment par le bénévolat, l'animation et la formation.
- **Soutien à la parentalité et à l'éducation** en appuyant les familles dans leur rôle éducatif à travers des temps d'écoute, d'orientation et d'activités partagées.

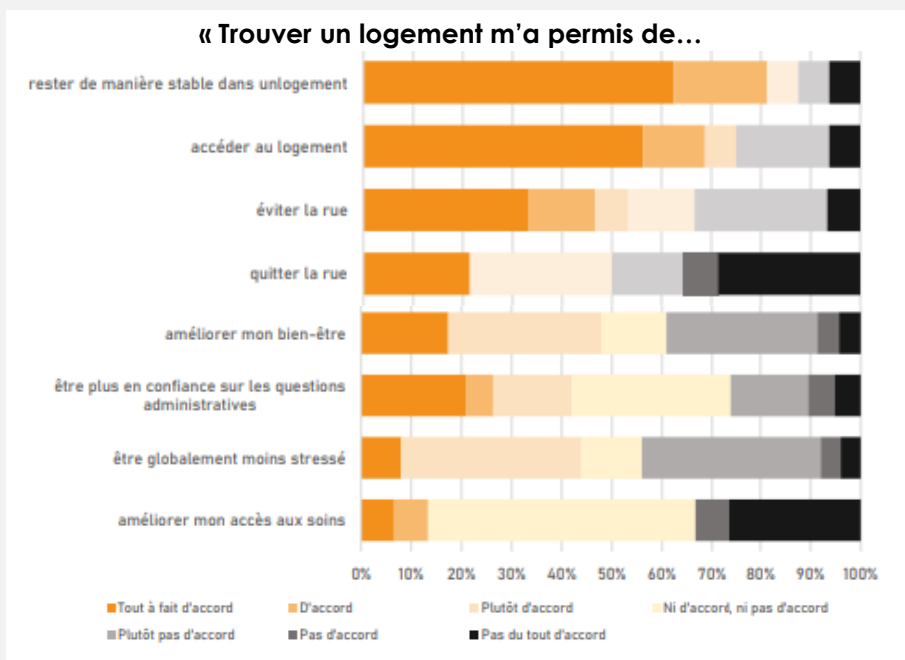
« Une démarche d'utilité sociale des centres sociaux et la conscientisation des évolutions qu'ils apportent dans les parcours de vie des publics... » - FSCF

3

Exemples de démonstration de l'impact de l'éducation populaire (4/6) – Résultats de l'évaluation d'impact d'IMAJ 51

En février 2024, l'UNHAJ a produit un rapport sur l'évaluation d'impact de l'association IMAJ 51, une Agence Immobilière à Vocation Sociale (AIVS). Celui-ci s'inscrit dans une volonté de mieux comprendre l'effet réel des actions menées par IMAJ 51.

➤ Extrait du rapport de l'UNHAJ



Des impacts significatifs sur le public...

Un accès au maintien dans le logement :

- 86 % sont restés durablement logés grâce à IMAJ 51 ; plus de 50 % ont évité ou quitté la rue. Le logement est perçu dans les résultats comme un levier de stabilisation, de dignité retrouvée et de bien-être.

Autonomie administrative et ouverture à l'accompagnement :

- 42 % ont régularisé leur situation administrative, 37 % sont plus ouverts à l'accompagnement.

Stabilité budgétaire et économique :

- 50 % des répondants anticipent mieux leurs dépenses et leurs budgets.

Impact social et santé mentale :

- Le rapport suggère que l'aide apportée réduit le stress, et améliore le bien-être, et l'estime de soi. Il met aussi en avant que l'accès à un logement stable favorise l'ouverture sociale et la projection dans l'avenir

Professionnalisation et insertion :

- Environ 50 % ont pu accéder à, ou se maintenir en emploi ou formation.

...soutenus par de nombreux témoignages.

« Un logement, ça m'a sauvé la vie. Je ne suis plus dehors. Ça m'a apporté de la stabilité. Ça m'a permis de prendre soin de moi. »

« J'ai gagné en autonomie. En 2 ans et demi, je m'aperçois que j'ai fait du chemin. »

« Ce que j'apprécie, c'est que le personnel d'IMAJ appelle une fois par mois, pour savoir si on va bien. C'est bienveillant. J'aime cela. »

3

Exemples de démonstration de l'impact de l'éducation populaire (5/6) – Etude sur l'impact sociétal, social et économique du sport – partie 1

L'étude sur l'impact sociétal, social et économique du sport, menée par le CDES (Centre de Droit et d'Economie du Sport) et Pluricité est une étude nationale visant à objectiver les impacts du sport en France. Le rapport repose sur une importante revue de littérature scientifique, des études de cas, et des analyses de données de terrain.

➤ Les détails et résultats de cette étude sont accessibles [ici](#)



Des impacts sur la population – Impacts sociaux et sociétaux

Réussite éducative :

Le sport agirait comme un levier d'amélioration des résultats et du climat scolaires, en favorisant :

- la rigueur induite par le cadre sportif,
- une meilleure gestion du stress,
- le développement de la persévérance.

Ces compétences sont transférables à l'environnement scolaire et participent à la réussite éducative.

Insertion professionnelle :

- Le sport permet de développer des compétences comportementales valorisées dans le monde professionnel : leadership, travail en équipe, etc.
- Il est souvent intégré à des parcours d'insertion (jeunes en mission locale, bénéficiaires du RSA), et peut aussi jouer un rôle de tremplin via le bénévolat ou les projets sportifs collectifs, agissant ainsi comme un espace de mise en réseau.

Santé mentale et bien-être :

- Le rapport souligne que la pratique sportive contribue à la réduction du stress, renforce la confiance en soi et améliore la santé mentale.
- Ces effets sont particulièrement marqués chez les jeunes, les femmes, et les personnes en situation de précarité.

Cohésion sociale :

- D'après le rapport, le sport renforce plusieurs liens sociaux : vivre-ensemble, mixité, intégration des publics éloignés ou migrants, grâce à la pratique collective et à la socialisation.
- Certains dispositifs permettent également de favoriser l'ancrage territorial des jeunes, notamment à travers les clubs locaux ou la médiation par le sport.

3

Exemples de démonstration de l'impact de l'éducation populaire (6/6) – Etude sur l'impact sociétal, social et économique du sport – partie 2

Des coûts évités au niveau national...

- Le sport génère des économies, au niveau national, estimées entre **194 et 254 milliards d'euros annuels, soit entre 7,3 % et 9,6 % du PIB français.**
- Environs **140 milliards d'euros** sont économisés dans le secteur de la **santé**.
- Entre **10 et 30 milliard d'euros** sont économisés grâce au sport qui influe sur la **délinquance**, d'après le rapport.
- Entre **18 et 36 milliards d'euros** sont économisés dans les dépenses liées au « **mal-être** » au travail.
- Entre **5 et 8 milliards d'euros** sont économisés dans les dépenses nationales liées au **chômage**.



Des chiffres clés de la filière du sport (dont branche sport)

- La filière sport représente **2,6 % du PIB français (2022), soit 68 milliards d'euros.**
- Elle comprend **360 000 associations** (soit **24% de l'ensemble des associations** en France), **40 000 associations employeuses**, et **144 000 entreprises du sport.**
- Son chiffre d'affaires national s'élève à **73,2 milliards d'euros.**

Quelques exemples d'impacts économiques...

... des pratiques sportives :

- « Ces pratiques sont porteuses de développement économique dans leur territoire. En effet, elles constituent un écosystème intéressant reliant de multiples parties prenantes qui peut ainsi générer de la valeur ajoutée et de l'emploi. »
- « Ces pratiques sont porteuses d'externalités positives dans des champs extrêmement variés » tant dans les pratiques fédérales, commerciales, en entreprise, ou autonomes.

... des évènements sportifs :

- Les évènements sportifs ont tous un impact sur l'économie, soit au niveau national (pour les plus grands évènements), soit à minima au niveau de leur territoire (pour les évènements plus ponctuels)
- Au niveau national, l'impact de l'UEFA EURO 2016 est estimé à **+1,2 milliards d'euros**
- Celui de la Ryder Cup 2018, autour de **+80 millions d'euros**
- Celui de la coupe du monde de rugby 2023 à **+108 millions d'euros...**

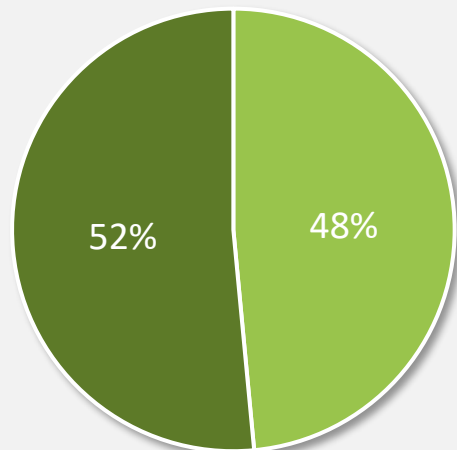
4

Annexes

4

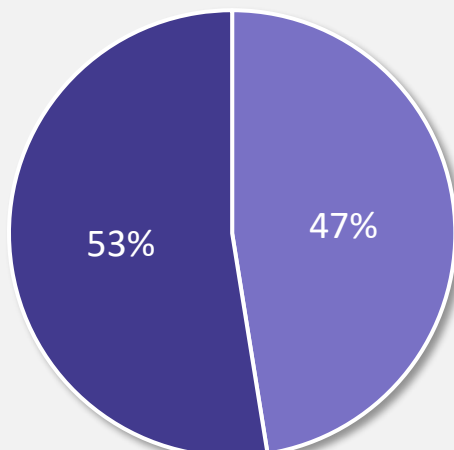
Une population de répondants alignée avec les caractéristiques du territoire en 2025 – 1/2

Répartition hommes et femmes en France



■ Hommes ■ Femmes

Répartition hommes et femmes dans l'échantillon

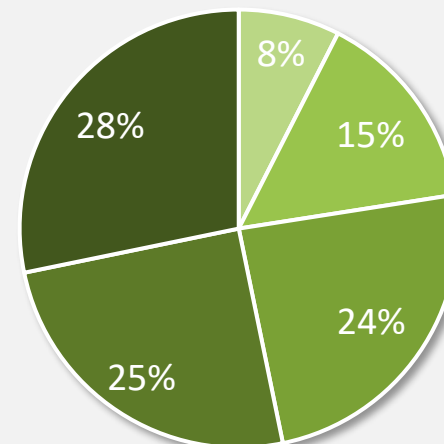


■ Hommes ■ Femmes

Les répondants à l'enquête menée par l'institut de sondage Vérian présentent une répartition globalement équilibrée entre hommes et femmes, avec toutefois une légère surreprésentation des femmes, à l'image de la population nationale.

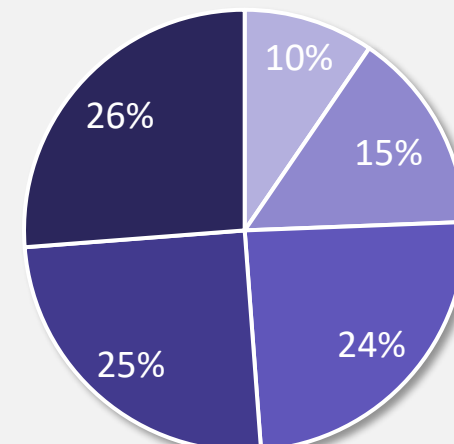
La population répondante présente une forte représentation des 35 ans et plus, à l'image de la tendance observée au niveau national, avec près de trois quarts des répondants appartenant à cette tranche d'âge. Cet ensemble se distingue également par son homogénéité. Les 20-24 ans représentent 10 % des répondants (contre 8 % sur le territoire), tandis que la part des 25-34 ans est comparable à celle observée dans la population générale, soit très exactement 15 %.

Répartition des âges en France



■ 20 - 24 ans ■ 25 - 34 ans
 ■ 35 - 49 ans ■ 50 - 64 ans
 ■ 65 ans et plus

Répartition des âges dans l'échantillon

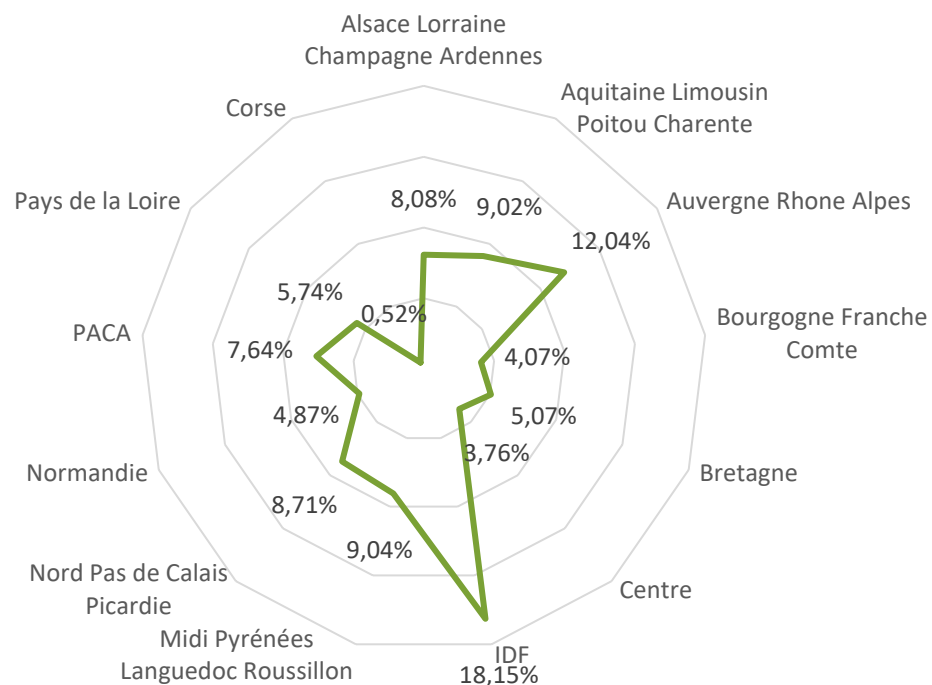


■ 18 - 24 ans ■ 25 - 34 ans
 ■ 35 - 49 ans ■ 50 - 64 ans
 ■ 65 ans et plus

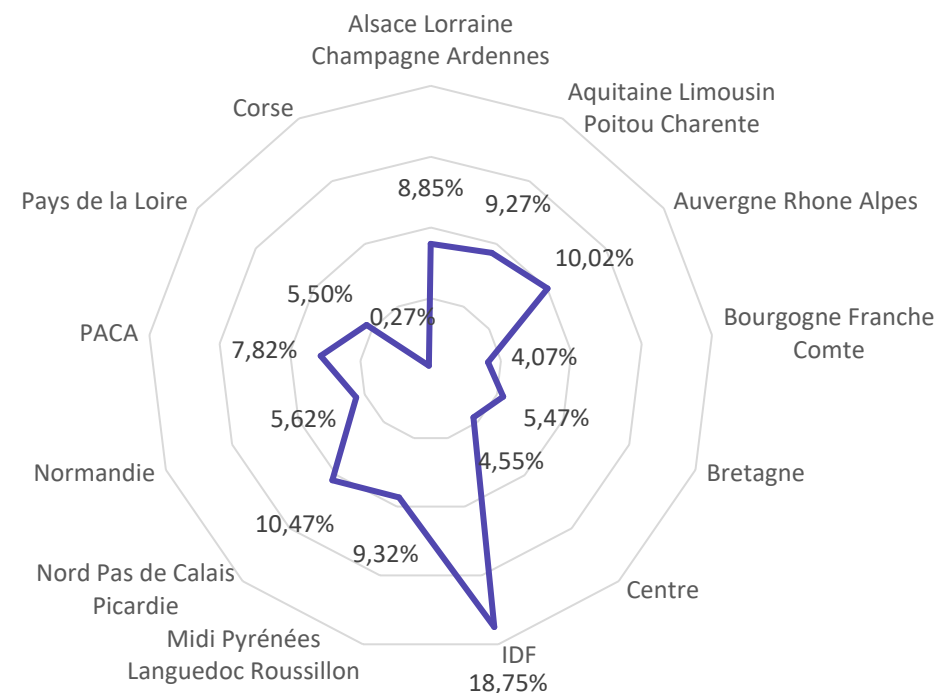
4

Une population de répondants alignée avec les caractéristiques du territoire en 2025 – 2/2

Répartition de la population française par région



Répartition de la population de l'échantillon par région



La répartition des répondants dans les territoires reflète également celle observée au niveau national. Les résultats de cette étude s'avèrent ainsi représentatifs de la population française

5

Recommandations pour les acteurs de l'éducation populaire sur la base de l'étude d'impact

5

La prise en compte des besoins des bénéficiaires doit être replacée au cœur des objectifs des acteurs de l'éducation populaire

1. Réinterroger la pertinence de l'offre au regard des nouveaux besoins

- Il est essentiel que les acteurs de l'éducation populaire **réévaluent régulièrement leur compréhension des besoins de leurs bénéficiaires**.
- Contrairement aux structures lucratives, qui doivent ajuster leur offre pour rester compétitives, l'éducation populaire s'inscrit dans une logique sociale et politique, moins axée sur la demande, comme l'ont également souligné certaines personnes interrogées. Cette posture, bien qu'engagée, peut parfois limiter la détection de certains besoins émergents.
- Face à des concurrents plus réactifs, l'éducation populaire gagnerait à **renforcer la capacité d'adaptation de son offre**, sans pour autant renier ses valeurs fondamentales qui en font un mouvement indispensable dans la société actuelle.

2. Redonner un souffle d'innovation à l'éducation populaire

- L'éducation populaire 'est démarquée par des offres inédites, abordant des sujets peu traités, comme les loisirs éducatifs pour tous ou l'éducation à la citoyenneté.
- Retrouver cette **dynamique d'innovation sur des thématiques émergentes**, telles que **l'intelligence artificielle** ou le **numérique**, pourrait marquer un nouvel essor et réaffirmer sa place au cœur des enjeux contemporains.
- D'autres sujets, déjà partiellement investis mais encore trop peu valorisés (comme la **santé mentale** ou la **transition écologique**) mériteraient également d'être davantage portés.
- **L'éducation populaire gagnerait à s'en saisir pleinement, en y appliquant ses méthodes et valeurs fondatrices** : émancipation, éducation collective, autonomie et sens critique.

5

Le développement de l'éducation populaire est un défi majeur à relever pour les acteurs de ce secteur

3. Prévoir l'éducation populaire dans les milieux ruraux de demain

- L'étude révèle une **accessibilité plus faible à l'éducation populaire dans les zones rurales : 66 % des personnes y déclarent avoir été en contact**, contre 75 % en agglomération parisienne. Pourtant, **les activités pratiquées sont similaires, quelle que soit la taille de la commune.**
- Ce constat indique que la moindre accessibilité en zone rurale ne relève pas d'un désintérêt ou d'un manque de pertinence des offres, mais relève plutôt :
 - d'une **implantation territoriale encore trop limitée de l'offre existante (cf. point n°4)**
 - ou d'un **déficit de visibilité et de communication (cf. point n°6).**
- Les axes clés d'amélioration pourraient être :
 - **Renforcer les partenariats** entre petites communes, établissements scolaires, bibliothèques, maisons de jeunesse, etc. dans une logique des « cités éducatives » en Quartier Prioritaire de la Ville (QPV)
 - **Renforcer la communication de proximité**, en adaptant canaux et messages (affichage local, réseaux sociaux) pour mieux faire connaître l'offre
 - **Prendre en compte les besoins spécifiques des jeunes ruraux** : isolement, numérique, santé mentale, etc.

4. S'unir pour mieux couvrir les territoires et favoriser l'accès à tous à des activités d'éducation populaire

- **L'éducation populaire doit pouvoir se développer dans tous les territoires, en particulier le monde rural où elle est moins présente.**
- Cela suppose néanmoins des moyens financiers et matériels dont de nombreuses « petites » structures ne disposent pas.
- La concurrence intra-sectorielle complexifie ces implantations eu égard au frais nécessaires pour s'implanter dans un territoire sans sécurisation d'un modèle économique équilibré sur le long terme.
- **La plus faible couverture des zones rurales engendre : municipalisation du périscolaire, émergence d'acteurs alternatifs, voire aucunes activités éducatives, culturelles ou sportives pour les citoyens.**
- Hexopée pourrait **jouer un rôle de facilitateur du développement économique du secteur** en :
 - **initiant des dynamiques de mutualisation** (consortiums, centres de services partagés) pour centraliser les ressources, réduire les coûts et mutualiser les appels d'offres ;
 - **renforçant les synergies territoriales** par la mise en relation d'acteurs afin de développer des partenariats structurants.

5

Promouvoir l'éducation populaire à tous les échelons, un impératif dans un contexte complexe pour le secteur associatif

5. Clarifier les contours et les activités de l'éducation populaire

- Les structures de l'éducation populaire gagneraient à **travailler collectivement à une clarification et une définition partagée de son périmètre et champ d'action (publics, typologies d'activités...)** afin de gagner en compréhension et lisibilité du secteur.
- **Un regroupement des activités par grandes thématiques** serait pertinent, compte tenu du chevauchement fréquent des actions menées par différentes organisations.
- **Cette cartographie favoriserait une meilleure lisibilité pour le grand public, une reconnaissance accrue des actions menées et redonnerait un sens concret à l'éducation populaire concept devenu parfois trop flou.**

6. Renforcer et réinventer le marketing de l'éducation populaire

- En parallèle du travail de clarification du périmètre de l'éducation populaire, **un enjeu essentiel porte sur le marketing.**
- Pour renforcer son impact et sa lisibilité, l'éducation populaire doit **s'interroger sur la manière dont elle communique sur ses actions et ses valeurs.**
- Parmi les questions clés à se poser :
 - *L'offre actuelle est-elle diffusée de manière à réellement atteindre ses bénéficiaires ?*
 - *Comment rendre la notion d'éducation populaire plus accessible et compréhensible ?*
 - *Quels leviers pour mieux faire percevoir ses enjeux ?*
 - *Quels volets de l'offre sont encore insuffisamment communiqués et valorisés ?*
- **Travailler collectivement sur ces questions permettrait de renforcer les liens entre les structures et leurs bénéficiaires, en rendant le concept d'éducation populaire et son offre plus clairs et plus attractifs.**

7. Défendre et promouvoir l'éducation populaire à différents échelons

- Cette étude doit être pensée comme un outil stratégique à activer dans les principales séquences politiques à venir :
 - **convention citoyenne sur les temps de l'enfant** (opportunité immédiate de visibilité),
 - **débats budgétaires** de juillet (PLF/PLFSS),
 - **municipales 2026**,
 - et échéance **présidentielle de 2027.**
- Le partage du **rapport avec les administrations centrales** est essentiel et doit s'accompagner d'une **campagne de communication** à destination des élus et décideurs publics (porter des chiffres clés, campagne d'affichage, tribune, partenariat média...)
- La **diffusion interne de l'étude doit être un levier majeur** pour étendre l'impact de l'étude sur l'ensemble des territoires en invitant les membres à se saisir de ses résultats
- Cette **double mobilisation** – nationale et territoriale – est essentielle pour ancrer durablement l'impact de l'éducation populaire dans l'agenda politique.

HEXOPÉE

Créateurs de citoyenneté